La planète n'y arrivera pas si on ne change pas de modèle!

La contribution de l'économie sociale et solidaire à l'heure de Rio+20 : Une réponse aux challenges posés par la crise

Cahier d'Initiatives

Annexe au document d'orientation des Rencontres du Mont Blanc 2011

Les Rencontres du Mont-Blanc
www.rencontres-montblanc.coop

SOMMAIRE

Introduction 4

Projets multisectoriels et à caractère systémique

1. Mondragon (Espagne) 5
2. Coopératives sociales (Italie) 6
3. JA-Zenchu (Japon) 7
4. Villa El Salvador (Pérou) 8
5. The Co-operative Group (Royaume-Unis) 9
6. Marinaleda (Andalousie, Espagne) 10

Agriculture et alimentation

7. SOCODEVI (Chine) 11
8. Groupe Terrena (France) 12
9. Navdanya (Inde) 13
10. Kooperativa Förbundet (Suède) 14
11. Max Havelaar (Pays-Bas) 15
12. Zeitouna (Palestine) 16

Changements climatiques

13. FQCF (Québec) 17
14. FECOFUN (Népal) 18

Énergie

15. Middelgrunden (Danemark) 19
16. EWS (Allemagne) 20
17. L'énergie solaire dans les villages (Sénégal) 21

Finance

Finance socialement responsable

18. Grameen Bank (Bangladesh) 22
19. Palmas (Brésil) 23
20. Vancity (Canada) 24
21. SEL (France) 25
22. SOL (France) 26

La capacité financière de l'ESS

23. CECOSOL (Québec) 27
24. Crédit coopératif (France) 28
25. Les SGAM (France) 29
26. Rabobank Green Bank(Pays-Bas) 30

Occupation et gestion du territoire

27. CREPA (Burkina Faso) 31
28. CHF (États-Unis) 32
29. WAC (États-Unis) 33
30. Technopôle Angus (Québec) 34
31. KCTBA (Kirghizstan) 35

Gouvernance

32. FaSinPat (Argentine) 36
33. Evergreen Cooperative (États-Unis) 37
34. Kuapa Kokoo (Ghana) 38
35. SEWA (Inde) 39

Médias sociaux et nouvelles technologies

36. Ai2L (France-Québec) 40
37. Wikipédia (États-Unis) 41

Coopérations transfrontières

38. AQ'AB'AL' (Amérique centrale) 42
39. Global 300 – Alliance Coopérative internationale 43
40. Euresa 44

Les Rencontres du Mont-Blanc
The Mont Blanc Meetings

INTRODUCTION

Par son caractère pluriel, sa diversité sectorielle ou encore sa présence sur tous les continents et dans des contextes socio-économiques différents, l'économie sociale et solidaire est un véritable kaléidoscope d'initiatives, toutes plus riches et enseignantes les unes que les autres.

Le présent cahier se veut une illustration du caractère pluriel de l'économie sociale et solidaire. Dans les prochaines pages, vous découvrirez un tout petit (trop petit!) échantillon d'expériences concrètes qui oeuvrent à donner vie et sens à la « différence » que représente l'économie sociale et solidaire dans nos sociétés.

En lien avec le rapport que nous avons produit et en conformité avec les objectifs de Rio+20, nous avons utilisé une série de critères pour retenir les cas que nous vous présentons. Parmi les principaux critères retenus, mentionnons :

- Le lien avec le développement durable et la triple reddition de compte
- Le lien avec les chantiers du rapport
- La capacité structurante de l'expérience
    - Durée dans le temps
    - Ampleur
- Une représentation équilibrée
    - Selon les continents
    - Nord-Sud
- La diversité de modèle d'affaires

Les exemples qui suivent ne prétendent aucunement épuiser toute la richesse de l'économie sociale et solidaire dans le monde. Tout au plus, ils visent à illustrer le potentiel actuel et à venir de l'économie sociale et solidaire dans le contexte des enjeux qui seront débattus à Rio en juin 2012.

Rédacteurs principaux : Louis Favreau et Mario Hébert

Comité scientifique responsable du document : Gérard Boismenu (Université de Montréal), Louis Favreau (Université du Québec en Outaouais), Mario Hébert (Fondaction), Jane Jenson (Université de Montréal) et Jacques Weber (CIRARD)

Avec la contribution d'Isabel Tremblay-Dion et de Marie-Claire Major, assistantes de recherche (Université de Montréal)

1. Espagne •Complexe coopératif de Mondragón



Lieu : Espagne – Pays Basque
Lancement du projet : 1955
Nombre de membres : 120 coopératives/35 000 membres
Nombre d'employés : 85 000 salariés
Chiffre d'affaire : +20 milliards $ (2009)

Le complexe coopératif de Mondragón combine la recherche de compétitivité avec des valeurs de gestion démocratique. Son succès est indéniable et le modèle est copié dans plusieurs autres pays. Ses 85 000 employés en font la 7e entreprise espagnole et l'un des plus grands groupes coopératifs au monde.

L'origine du groupe est la fondation par un ingénieur enseignant dans une université catholique (le prêtre José María Arizmendiarrieta) et quatre de ses étudiants d'une des toutes premières entreprises d'électroménager, Ugor devenue depuis Fagor.

Aujourd'hui, le complexe coopératif de Mondragon compte 120 coopératives

- 6 entreprises de service
- 7 coopératives d'éducation
- 87 entreprises industrielles dans tous les domaines : sous-traitance automobile, électroménager, fabricant d'ascenseurs, agroalimentaire, filière bois, etc..
- 2 coopératives de recherche,
- 4 entreprises agricoles,

S'ajoute les 4 fleurons du complexe, qui en font un cas unique dans le monde

- l'Université de Mondragon (4 000 étudiants) : avec le centre de recherche qui lui est associé, elle demeure le vivier de l'encadrement futur des coopératives,
- une banque coopérative (Caja Laboral), désormais une des plus prospères d'Espagne, car épargnée par la crise financière des « subprimes espagnols »
- une société d'assurances,
- la chaîne de supermarchés Eroski.

Le complexe coopératif de Mondragón jouit d'une large reconnaissance internationale. Il témoigne qu'une autre mondialisation est possible. Mais c'est surtout la crise qui met en évidence les atouts de ce modèle unique. En restant fidèle à une vision de l'entreprise à la fois humaine et adaptée aux enjeux de l'économie de marché, alliant éthique sociale et esprit d'entreprise, ancrage local et vision globale, il résiste aux difficultés économiques que connaît l'Espagne.

Références

- www.mondragon-corporation.com
- Errasti, Anjel Mari et al. 2003. « The Internationalisation of Cooperatives: The Case of the Mondragon Cooperative Corporation. » *Annals of Public and Cooperative Economics*. vol 74: 4, 553-584.
- http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1467-8292.2003.00235.x/pdf
- François Alfonsi, « Coopérative de Mondragon : l'exceptionnel modèle économique basque »
- 4 avril 2011. http://europeecologie.eu/Cooperative-de-Mondragon-l

2. **Italie** • Coopératives sociales

Lieu : Italie
Nombre de membres : 13 938 coopératives sociales (2009)
Nombre d'employés/membres : 304 645 personnes
Nombre d'utilisateurs : 3 500 000 personnes
Chiffre d'affaires : 8,7 milliards $



En Italie, les coopératives sociales se sont développées dans les années 1970 et ont été reconnues et légitimées par une loi en 1991, et par une convention collective nationale en 1992. Le modèle coopératif italien est particulier, car, les coopératives sociales restent de petite taille et s'allient en consortiums, par région ou secteur d'activité.

L'organisation des coopératives en consortiums, parfois même en collaboration avec des entreprises privées, se fait partout dans le pays et offre des avantages notables. Premièrement, cela facilite les relations avec les pouvoirs publics ainsi qu'avec les collectivités. Par exemple, les consortiums sont reconnus au niveau national et collaborent avec les différents ministères lorsqu'il s'agit d'implanter une nouvelle politique sociale. Deuxièmement, les coopératives et les entreprises qui s'allient en réseau peuvent de cette façon augmenter leur avantage compétitif respectif, en partageant des produits ou objectifs semblables, en favorisant la communication entre elles, et en améliorant les possibilités de financement et les opportunités de développement. Troisièmement, en restant de taille modeste, les différentes coopératives restent ancrées sur leur territoire, spécialisées, et peuvent mieux répondre aux besoins de la population et aux particularités locales.

La région d'Émilie-Romagne est particulièrement représentative de la tradition coopérative en Italie, puisque les coopératives représentent plus de 40 % du PIB de la région. À Bologne, la capitale régionale, deux citoyens sur trois sont membres d'une coopérative. Le revenu par habitant dans la région est 50 % plus élevé que la moyenne nationale, et le taux de chômage est beaucoup plus bas, soit de 4 %. Dans un contexte de globalisation, le modèle régional d'Émilie-Romagne connaît un succès indéniable. Alors que c'était la région italienne la plus pauvre et dévastée à la fin de la guerre, elle est devenue la plus riche dans les années 2000. Il s'agit également de l'une des régions les plus riches d'Europe.

Les réseaux de coopératives italiennes forment donc un important mouvement social avec une grande capacité de lobbying auprès des pouvoirs. De plus, ces réseaux sont proches du milieu de la recherche universitaire, ce qui leur permet d'établir des collaborations intéressantes au niveau de la recherche et du développement. Au niveau financier, les coopératives ont mis leurs ressources en commun à l'aide de caisses communes, ce qui leur permet d'avoir des prêts à des taux avantageux.

Références

- www.geo.coop/files/BolognaVisits_Lessons_ER.pdf
- www.clcr.org/publications/other/emilia%20romagna%20by%20david%20thompson%20110604.pdf
- www.cooperativegrocer.coop/articles/2009-01-21/building-future
- www.saw-b.be/EP/2010/A1016cooperatives_italiennes.pdf
- Ms. Giulia Galera, Head of Research, EURICSE, Italy. « What can Slovenia learn from Italy ». OECD, Improving Social Inclusion at the Local Level through the Social Economy: Presentation of the OECD Report, Ljubljana, Slovenia, 17 february 2011. www.oecd.org/dataoecd/43/63/47270553.pdf

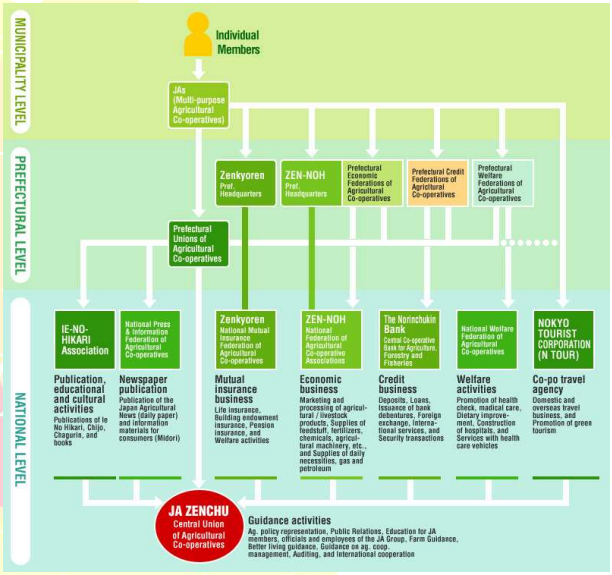
3. Japon • JA-Zenchu



Lieu : Japon
Lancement du projet : 1954
Centrale de coopératives agricoles

- 9,6 millions de membres (2011)
- 719 coopératives (2011)
- 224 000 employés (2011)

JA-Zenchu est une centrale de coopératives d'agriculture, qui représente les intérêts des agriculteurs et de leurs coopératives. Il offre différents services à ses membres, tels que l'aide à la gestion, la transformation et la commercialisation (JA-Zen-Noh, la fédération nationale des associations de coopératives agricoles a des ventes annuelles de plus de 55 milliards $), **l'offre de crédit** (Norinchukin Bank avec des actifs de 9 billions $) **et d'assurance** (JA-Kyosairen ou la fédération nationale des mutuelles d'assurance des coopératives agricoles avec des contrats d'une valeur de 4 billions de $). **Finalement, il est très actif dans la représentation au niveau politique, les relations publiques et la formation pour les membres et dirigeants des différentes coopératives**.



L'organisation JA-Zenchu est présente dans chaque municipalité ou préfecture japonaise. Elle milite activement pour que des règles de commerce juste et équitable soient établies au niveau international, tant pour les pays exportateurs que pour les pays importateurs. Elle croit également qu'un système de support international devrait être mis sur pied pour aider certaines régions à être autosuffisantes en offrant des formations dans le but d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous.

Au niveau national, JA-Zenchu compte aussi une organisation de femmes, qui, depuis la Deuxième Guerre mondiale, joue un rôle prédominant dans le commerce et les opérations du groupe. Les femmes de JA sont maintenant au nombre de 995 000 et ont beaucoup contribué à faire changer les mentalités concernant l'égalité des sexes. Elles sont présentes aujourd'hui à tous les niveaux de l'organisation, et organisent des activités culturelles, commerciales et d'entraide communautaire.

Références

- www.zenchu-ja.or.jp/eng/index.html
- www.agribusinessweek.com/lessons-from-japans-agri-cooperatives/

4. **Pérou** • Villa El Salvador

Lieu : Pérou
Communauté urbaine autogérée
Nombre d'habitants : 300 000

Le Pérou, dans les années 1960 et 1970, subit une forte pression démographique causée par la migration massive de paysans vers la ville. Pour tenter de résoudre le problème du manque d'espace, le gouvernement Velasco choisit de créer une ville, près de Lima, pour relocaliser les plus pauvres. Beaucoup d'ONG, de groupes religieux et de militants politiques s'y sont impliqués pour offrir de la formation aux habitants, urbaniser la ville et obtenir les services de base comme l'accès à l'eau et à l'électricité. Aujourd'hui, près de 300, 000 personnes vivent dans cette communauté jadis qualifiée de bidonville.

Villa El Salvador est une communauté urbaine autogérée qui se démarque de plusieurs façons. Tout d'abord, l'espace est organisé en groupes résidentiels partageant chacun une place commune, une école, un centre de santé, un terrain de jeu, etc. La place commune, au centre de chaque quartier, est un espace de délibération démocratique qui rassemble quelques centaines de familles. Les groupes résidentiels ont une assemblée générale formée des délégués élus par chaque pâté de maisons. Ensuite, chaque groupe résidentiel est représenté dans la CUAVES, la communauté urbaine autogérée de Villa El Salvador. Les délégués sont responsables des questions de santé, de la condition de la femme, des loisirs, de l'éducation, de la culture et de l'économie. La CUAVES partage le pouvoir et la gestion de la ville avec les élus municipaux, dans une commission mixte.

Fepomuves (*Federación Popular de Mujeres de Villa El Salvador)*

Les femmes de Villa El Salvador ont formé une fédération qui, depuis plusieurs décennies, a été le coup d'envoi de nombreux projets communautaires, dans les domaines de la santé de l'éducation, et bien sûr pour l'amélioration de la condition féminine dans le district. Cette organisation de femmes est aussi très active au niveau du développement économique et aide à la création de micro-entreprises par les femmes pour qu'elles puissent accéder à l'indépendance financière.

Référence :
http://www.fepomuves.blogspot.com/

La vie communautaire s'est développée de façon remarquable, pour répondre aux nombreux besoins des habitants. Plusieurs initiatives d'économie sociale ont porté fruit, et on y trouve des cuisines communautaires, des bibliothèques, des cliniques de santé pour les femmes, des groupes d'épargne, etc. Les citoyens sont impliqués dans différents groupes et participent aux travaux communautaires. Au niveau environnemental, Villa El Salvador se distingue aussi, et il s'agit du seul district de Lima qui traite les eaux usées. Les installations permettent aussi de pratiquer l'élevage et l'agriculture urbaine, malgré le climat désertique de cette région.

Références

- Favreau, L., L. Fréchette, M. Boulianne, S. Van Kemenade. 2002. « Développement local et économie populaire en Amérique Latine : l'expérience de Villa El Salvador » *Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités*. Série Rapport de Recherche no. 1.
- www.munives.gob.pe

5. Royaume-Uni • *Co-operative Group*

Lieu : Royaume-Uni
Lancement du projet : 1863
Coopérative
Nombre de membres : Près de 6 millions
Nombre d'employés : 110 000
Chiffre d'affaires : 21 milliards $

Le *Co-operative Group* existe depuis 1863, au moment de la fusion de 300 coopératives, au nord de l'Angleterre. Depuis ce temps, le groupe est devenu la plus grande organisation coopérative au monde, avec près de 6 millions de membres. Les entreprises associées font affaire dans plusieurs domaines, comme la distribution alimentaire, de produits électriques, le voyage, les services financiers, l'assurance, etc.

Au cours de son existence, le Co-operative Group a subi des épreuves multiples, et sa survie a même été remise en question dans les années 1990. Pourtant, le mouvement et sa profitabilité sont plus forts que jamais, malgré la forte récession des dernières années.

Comme dans tout modèle coopératif, le groupe a une méthode de prise de décision démocratique à laquelle tous les membres peuvent prendre part. Les profits sont réinvestis dans la compagnie et distribués entre les membres. Au niveau de la gestion, chaque communauté élit un comité, qui forme ensuite un Conseil régional. Le Conseil exécutif, qui est nommé le *Group Board*, est situé à Manchester. Tous ces élus sont chargés de recueillir les suggestions et les problèmes soulevés par leurs membres pour y trouver des solutions.

Le *Co-operative Group* veut faire la promotion de valeurs spécifiques au sein de son organisation et de ses nombreuses activités. Parmi celles-ci on retrouve la lutte contre la pauvreté, l'engagement communautaire, le support et la formation des jeunes et la protection de l'environnement. Chacune de ses valeurs est exprimée dans les actions de la coopérative. Le groupe offre ainsi du financement à toutes sortes d'initiatives, que ce soit des organisations sportives pour les jeunes ou des œuvres de charité.

Le groupe investit beaucoup dans les énergies renouvelables, et plusieurs de ses installations sont énergiquement autosuffisantes. Le groupe a aussi développé des projets d'installation de panneaux solaires sur des écoles publiques, ou encore de construction d'éoliennes et de récupération du papier inutilisé dans ses bureaux.

Références

- www.co-operative.coop
- www.co-operative.coop/corporate/aboutus/
- www.scribd.com/doc/50010969/Celebrating-150-years-of-the-Co-operative-Group

6. Marinalada • *un village autogéré*

Lieu : Marinalada (Andalousie)
Communauté rurale 2, 645 habitants
Démocratie participative
Coopérative

Au milieu des années 1980, après douze ans de lutte acharnée, ce village a réussi à obtenir 1200 ha de terre d'un grand latifundiaire, terre qui a aussitôt été redistribuée et transformée en coopérative agricole de laquelle vit aujourd'hui presque tout le village. « *La terre n'appartient à personne, la terre ne s'achète pas, la terre appartient à tous !* »

Ils ont créé une coopérative agricole, "El Humoso", qui produit, transforme et commercialise de l'huile d'olive extra vierge, des artichauts et des poivrons, etc.). Avec 500 emplois, elle fait vivre presque tout le village. À la coopérative, il n'y a pas de chefs ou de contremaîtres. Les hommes travaillent aux champs. La conserverie de légumes (poivrons, artichauts) fournit du travail à environ une soixantaine de femmes. L'objectif de la coopérative n'est pas de gagner de l'argent, mais de partager de la richesse sous forme d'emplois. On a ainsi privilégié les cultures exigeant beaucoup de main-d'oeuvre. À la coopérative, tout le monde a le même salaire (même le maire) : 47 euros par jour, six jours par semaine, à raison de six heures et demie de travail quotidien soit 1228 euros par mois pour 39 heures hebdomadaires.

Sa réussite la plus exemplaire est sans doute le logement. Marinaleda permet à ses habitant-e-s de se loger pour 15 euros par mois. La mairie a récupéré des terrains afin de réaliser des logements sociaux pour les habitants qui en font la demande. Elle fournit alors gratuitement le terrain (environ 60 % de la valeur du logement), l'architecte municipal, et avec l'aide du gouvernement andalou, la municipalité verse une subvention pour l'achat des matériaux. Les maisons sont bâties collectivement par les habitant-e-s eux-mêmes avec l'aide de professionnels sous contrats avec la mairie. Plus de 350 maisons ont ainsi été autoconstruites (90 m2, deux salles d'eau, et un patio de 100 m2) en privilégiant autant que possible l'énergie solaire de cette région, la plus chaude d'Espagne. Les constructeur-e-s sont propriétaires à vie de leur maison, mais elle ne pourra jamais être vendue, elle appartient à la communauté, interdisant ainsi toute spéculation. Pas de fracture numérique, l'accès à Internet est gratuit pour tous les foyers.

Enfin, mentionnons qu'à la crèche, les parents payent 12 euros par mois par enfant, repas compris. Il n'y a pas de liste d'attente. La mairie verse aussi une allocation de 600 euros décidée en assemblée générale pour la naissance de chaque nouveau-né.

Références

- Édouard Martin, « Marinaleda, Con lucha nada es imposible », carnet de voyage, paru dans L'Émancipation syndicale et pédagogique - 5/01/2011 https://labastarn.files.wordpress.com/2011/06/marinelada-1.pdf
- www.marinaleda.com/inicio.htm

7. Chine • Un projet chinois pour SOCODEVI

Œuvrant dans le développement international depuis plusieurs années, SOCODEVI profite d'une opportunité précieuse de pouvoir concrétiser un projet de coopératives en Chine, dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

La Société de Coopération pour le Développement International (SOCODEVI) débute en 1985 lorsque des entreprises coopératives et mutualistes du Québec s'unissent afin de mettre leur expertise au service du développement international dans les pays du Sud. Elle a créé depuis un réseau de coopération à travers une quarantaine de pays, dans lesquels elle a assisté plus de 600 entreprises coopératives ou mutualistes, des formes d'organisation que la société met en valeur afin d'engendrer un développement durable. Un des projets récents et particulièrement innovants de la SOCODEVI se déroule en Chine, dans la région du Quijing de la province du Yunnan, dans le domaine de l'agroalimentaire. Ce projet vise à installer des coopératives agricoles dans les secteurs du porc, de la pomme de terre, du bœuf et des chèvres laitières. Installer une forme organisationnelle de type coopératif en Chine est en soi un projet d'envergure étant donné la nature murée du système politique chinois.

SOCODEVI a ainsi comme objectif de venir améliorer les conditions de vie des familles en augmentant leurs revenus provenant de l'agriculture et de l'élevage. Ceci s'insère dans la mission plus large que se donne la société, et qui inspire tous ses autres projets, soit de mettre en place et de renforcir les activités génératrices de revenus. Le projet débute concrètement en septembre 2009 lorsque des dirigeants de la région du Quijing viennent au Québec afin de suivre une formation.



SOCODEVI profite dans ce projet du soutien de la Coop Fédérée ainsi que de la société Constellation Monde.

Actuellement, le projet offre déjà des résultats, car 8 coopératives ont été créées et, qui plus est, se montre rentable. En effet, les producteurs membres des coopératives sont plus performants et productifs. De plus, la municipalité du Quijing détient dorénavant une expertise en entreprises coopératives qu'elle a développée et qui lui sera possible d'appliquer en consolidant les coopératives souhaitant faire un virage entrepreneurial. Une direction des coopératives a également été créée.

Références

- SOCODEVI, « Un réseau de coopératives et de mutuelles qui coopère, enrichit et partage » (2011) En ligne. www.socodevi.org/fr/a_propos/qui_sommes_nous.php (page consultée le 24 août 2011).
- SOCODEVI, « Implantation de coopératives de nouvelle génération », (2011) En ligne. www.socodevi.org/fr/projets/_detail_projet.php?pk_projet=145&continent=3 (en ligne le 24 août 11).

8. **France** • Groupe Terrena

Lieu : France
Lancement du projet : 2004
Coopérative
Nombre d'agriculteurs adhérents: 22 000
Nombre d'employés : 11 648
Chiffre d'affaires : 5,4 milliards $

Le groupe Terrena a comme objectif de créer un lien entre l'agriculture et la société, en favorisant l'agriculture écologiquement intensive et la sensibilisation au niveau de la nutrition et de la santé. Il cherche à produire plus, en limitant l'usage de ressources non renouvelables et en respectant l'environnement. Ses activités sont réparties autour de trois pôles : approvisionnement en intrants agricoles (12 % du CA), production de matières premières agricoles (40 %) et transformation agroalimentaire (48 %).

Le groupe Terrena a une histoire qui remonte jusqu'au 19e siècle, au moment où un groupe d'agriculteurs forment un syndicat agricole dans la région d'Anjou. Cette initiative est suivie de la formation de nombreuses coopératives d'agriculteurs et de producteurs laitiers au cours du 20e siècle, jusqu'à la fusion de trois d'entre elles (Cana, Caval et CGA) en 2004, qui forment alors le groupe Terrena.

L'axe prioritaire de développement du Groupe Terrena s'appuie sur le concept d'Agriculture écologiquement intensive : produire plus avec moins d'intrants chimiques et non renouvelables, en les substituant par des fonctionnalités biologiques et écologiques. Groupe Terrena engage ses différentes activités à inclure significativement ces nouvelles solutions dans les services et produits développés.

Le projet d'agriculture écologiquement intensive correspond à une demande réelle de ses adhérents. Une organisation a donc été mise en place pour y répondre : création d'une structure R ET D pour rechercher largement et sélectionner des solutions innovantes, expérimentations internes et externes, et surtout, animation d'un réseau « d'expériences grandeur nature », menées par les agriculteurs eux-mêmes dans les 29 « Bassins de vie » de la coopérative. Ce dispositif permet la validation et la diffusion des innovations, appuyées par l'important réseau des techniciens de proximité.

Références

- www.aei-asso.org
- www.terrena.fr/
- Stéphane Sorin, « Un exemple de mise en œuvre de la protection intégrée sur le terrain : l'action du Groupe Terrena », Académie de l'agriculture, www.academie-agriculture.fr/mediatheque/seances/2009/20091125resume3.pdf

9. Inde • Navdanya

Lieu : Inde
Lancement du projet : 1987
ONG
Nombre de membres : Plus de 500 000 familles d'agriculteurs

Navdanya se décrit comme un mouvement dirigé par des femmes, centré sur la protection de la diversité biologique et culturelle. Il s'agit d'un réseau de producteurs de semences biologiques actifs dans 16 provinces indiennes, en particulier dans les régions rurales touchées par la pauvreté. L'éducation du public, la recherche et la revalorisation des connaissances indigènes font partie des objectifs de Navdanya, ainsi que la protection des droits alimentaires face aux défis de la mondialisation et des changements climatiques.

Le mouvement Navadnya a vu le jour en 1987, quelques années seulement après la tragédie de Bhopal, lors de laquelle des milliers de personnes ont trouvé la mort à la suite de l'explosion d'une usine de pesticides. Elle est officiellement enregistrée en tant que fiducie en 1991. L'organisation non gouvernementale a mis sur pied une cinquantaine de banques de semences communautaires et a formé plus de 500, 000 fermiers à la souveraineté alimentaire et à l'agriculture durable. De plus, le réseau de commerce local et équitable de Navdanya est le plus important au pays.

La mission du groupe consiste à donner le pouvoir aux agriculteurs éloignés et marginalisés, et leur permettre d'accéder à la sécurité alimentaire, tout en protégeant la biodiversité des semences. Il est actif partout en Inde, et ne fait aucune discrimination en ce qui a trait au sexe, à la religion ou à la caste des participants. Il est aussi impliqué auprès des enfants et des femmes, à travers le programme « Diverse Women for Diversity ». Navdanya donne aux femmes le pouvoir et la responsabilité de conserver et transmettre le savoir sur la nutrition saine ainsi que sur la diversité biologique et culturelle.

À l'international, Navdanya a mené plusieurs campagnes contre l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM), la biopiraterie, et la brevetabilité des organismes vivants. Le mouvement a remporté plusieurs victoires, notamment en faisant retirer aux États-Unis un brevet de la compagnie RiceTec sur le riz Basmati modifié en 2001, et contre MONSANTO en 2004, qui s'est vu retirer son brevet sur une variété de blé indien à l'Office européen des Brevets.

Navdanya est reconnu internationalement, et la fondatrice, Dr Vandana Shiva, est récipiendaire de plusieurs prix reconnaissant son implication. Elle a notamment reçu le *Right Livelihood award*, le *Earth Day international award*, et le *Global 500*.

Références

- www.navdanya.org/

10. Suède • Kooperativa Förbundet (KF)

Lieu : Suède
Lancement du projet : 1899
Fédération de coopératives de consommateurs
Nombre de membres : Plus de 3 millions, répartis dans 44 coopératives
Nombre d'employés : 7 300
Chiffre d'affaires : 5 milliards $ (2010)

Le groupe KF est une fédération de coopératives ainsi qu'un réseau de détaillants situés un peu partout en Suède. Les magasins gérés par le groupe sont en majeure partie des supermarchés, mais on y trouve aussi des courtiers immobiliers, des maisons d'édition, des magasins de distribution de films et jeux électroniques, des magazines, et plus encore. Depuis 1991, le groupe est aussi connu pour la mise en marché de tous ses produits biologiques et équitables sous l'étiquette Änglamark.

Dès 1899, le groupe KF est fondé par 41 coopératives locales de consommateurs, dans le but d'offrir du support au niveau des communications et de fournir de la formation aux gérants de magasins et aux exécutants des coopératives. Depuis ce temps, KF a connu une croissance soutenue et est devenu le groupe de détaillants de modèle coopératif le plus important du pays, sous le nom de Coop. Aujourd'hui, les coopératives de consommateurs en Suède sont responsables de 21,5 % des ventes au détail. Le groupe est aussi présent ailleurs en Scandinavie, puisqu'il est associé avec ses homologues NKL (Norvège) et FDB (Danemark).

Les membres de KF peuvent s'impliquer dans la gestion du groupe et reçoivent également des dividendes. Celles-ci prennent la forme de retours sur les achats, puisqu'un montant allant jusqu'à 5 % de l'achat est remboursé au membre. KF cherche aussi à créer des bénéfices au niveau social et environnemental, en contribuant au développement durable. Des produits organiques sont offerts chez les détaillants et toutes les activités de KF visent à réduire son impact environnemental. Les profits générés par les entreprises Coop sont aussi réinvestis dans différents programmes de formation et de réduction de la pauvreté.

L'engagement du groupe KF a été reconnu en 2011, puisque Coop a été nommée l'entreprise la plus engagée envers le développement durable en Suède. Le groupe a été reconnu comme un leader en termes de responsabilité sociale et environnementale.

Références
- www.coop.se/
- www.coop.dk
- www.coopnorden.com
- www.swedishwire.com/politics/9057-swedens-10-greenest-brands

11. Pays-Bas • Le commerce équitable avec Max Havelaar

Lancement du projet : 1988
Organisme de certification : collectif d'associations
Présence dans 21 pays
Cinquantaine d'inspecteurs
Plus de 250 critères au cahier de charge
Nombre d'organisations dans le programme : 569
Nombre de paysans soutenus : 1,4 million

En 1986, au Mexique, une communauté du Chiapas est aidée par une ONG hollandaise de développement : Solidaridad. Les membres de cette communauté, producteurs de café, interpellent les représentants de Solidaridad : « Évidemment, recevoir chaque année vos dons pour acheter un camion ou construire une petite école pour que la pauvreté soit plus supportable, c'est bien. Mais le véritable soutien serait de recevoir un prix plus juste pour notre café. »

Cet appel est alors relayé aux Pays-Bas. L'association Max Havelaar et le label du commerce équitable naissent en 1988. L'initiative hollandaise essaime rapidement dans de nombreux pays en Europe et dans le même temps le label s'étend à d'autres organisations de producteurs et d'autres produits que le café.

En 1997, 21 organisations réparties dans 21 pays (Allemagne, Australie / Nouvelle-Zélande, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Italie, Grande-Bretagne, Irlande, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse) s'unissent pour fonder Fairtrade Labelling Organizations International (FLO). FLO a pour mission de définir les standards internationaux du commerce équitable qui portent sur les conditions de production et de commercialisation, en accord avec les organisations de producteurs, et de réaliser des missions d'appui aux organisations de producteurs. Le respect des standards définis par FLO permet aux différents acteurs du Commerce équitable d'obtenir la certification Max Havelaar et donc de pouvoir apposer le label Max Havelaar sur leurs produits.

Le label offre la garantie aux consommateurs que les aliments ont été achetés à un prix correct aux producteurs et produits dans des conditions de travail satisfaisantes pour tous. L'octroi du label repose sur le respect d'un cahier des charges exigeant défini par FLO et des contrôles sur place des acteurs économiques (producteurs, importateurs et industriels). L'objectif de l'association Max Havelaar est le développement durable des pays du Sud par des pratiques commerciales plus équitables : en assurant aux producteurs un prix décent pour leur récolte, en améliorant les conditions de travail et en faisant respecter les conventions de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), en favorisant les projets communautaires (centre de santé, école…) et environnementaux, en réduisant les intermédiaires entre le producteur et le consommateur.

Aujourd'hui le label Max Havelaar est apposé sur 15 filières labellisées : café, thé, cacao, fruits frais, fruits séchés, jus de fruit, riz, sucre, miel, quinoa, épices,noix, coton, fleurs coupées et cosmétiques, soit plus de 1 800 produits labellisés Max Havelaar. Ceci représente avant tout un réel soutien durable pour 569 organisations de producteurs dans 59 pays, soit 1,4 million de producteurs.

Référence
- Site web d'AlterEco (www.altereco.com/fr/commerce-equitable_page_10_max-havelaar.html)

12. Palestine • Le commerce équitable de l'huile d'olive Zeitouna

Lieu : Territoires palestiniens
Lancement du projet : 1990
Coopératives de production, ONG à but non lucratif
Nombre de membres : 30 coopératives y participent, regroupant des milliers d'agriculteurs.

Tout comme le conflit israélo-palestinien, la précarité des conditions socio-économiques des Palestiniens perdure. Toutefois, grâce au commerce équitable, des agriculteurs palestiniens exportent leurs produits dans plusieurs régions du monde et en retirent un revenu stable et décent.

Le projet de commerce équitable en Palestine est venu de la volonté des agriculteurs d'avoir accès à un revenu stable. Ceux-ci se sont regroupés en coopératives d'agriculteurs ou de femmes afin de produire différents produits qui puissent être commercialisés. Les agriculteurs et les coopératives ont pu profiter de l'assistance technique du *Palestinian Agricultural Relief Committees* (PARC), une ONG à but non lucratif se donnant comme objectif de favoriser le commerce équitable en Palestine afin d'assurer un retour économique équitable aux producteurs. Grâce à l'expertise offerte par le PARC, les agriculteurs ont travaillé à l'amélioration de la qualité de leurs produits pour qu'ils puissent satisfaire aux exigences des marchés européen et nord-américain.

Parmi les produits commercialisés de manière équitable, mentionnons :

- L'huile d'olive Zeitouna (qui a reçu une moention spéciale pour le meilleur projet de cooépration internationale par Biol en 2007, en Italie).
- Le Za'atar, mélange d'épices du Moyen-Orient, produit par deux coopératives de femmes, regroupant 25 productrices, situées dans les villages d'Anza et de Maythaloun à Jénine.
- Le savon de Naplouse, qui est produit de façon artisanale par une coopérative féminine à Farkha et est également certifié équitable par FairTrade Canada.
- Les dattes *medjool*, qui sont cultivées par de petits agriculteurs de la région de Jéricho.

Bref, le programme de commerce équitable initié par le PARC a non seulement permis l'organisation des agriculteurs palestiniens en cooépratives fonctionnelles et efficaces, mais a également permis de développer les infrastructures de produciton et de commercialisation des produits, renforçant les capacités de scommunautés. PARC a ainsi pu commercialiser plus de 1 300 tonnes de produits de 2007 à 2012, représentant un volume de vente de 5,4 millions $.

Références

- AMP, En ligne. http://mapcan.org/francais.html# (page consultée le 7 septembre 2011).
- AMP Commerce solidaire, « Nos produits » (2011) En ligne. http://ampcommercesolidaire.org/fr/nos-produits (page consultée le 7 septembre 2011).
- AMP Commerce solidaire, « Tant qu'il y aura des oliviers… », En ligne. www.mapcan.org/D%C3%89PLIANT%20AMP.pdf (page consultée le 7 septembre 2011).

PARC, « Fair Trade Program Rural Marketing », (2010) En ligne. www.pal-arc.org/programs/program6.html (page consultée le 7 septembre 2011).

13. Québec • La Fédération québécoise des coopératives forestières (FQCF)

Lieu : Québec
Origine du projet : 1930
Coopérative de travailleurs
Nombre de membres : 40 coopératives et 2 700 membres
Nombres d'employés : 3 500
Chiffre d'affaires (2009) : 250 millions $

Les coopératives membres de la Fédération sont actives à plusieurs niveaux, tant à la production, la transformation, la planification forestière et la formation des travailleurs. Plus récemment, certaines d'entre elles sont également partenaires dans des projets de développement de coopératives forestières à l'international.

Les coopératives ont une longue histoire dans le domaine forestier au Québec. Depuis les années 1930, ces organisations sont associées au syndicalisme agricole dans les populations locales des régions forestières. L'année 1977 marque un tournant. À ce moment, le gouvernement du Québec adopte une politique de consolidation des coopératives dans le domaine forestier, pour favoriser les fusions entre celles-ci et pour souligner l'importance de la sylviculture et le rôle central que doivent jouer les coopératives dans la formation de main-d'œuvre sylvicole. Dans les années qui suivent, les différentes coopératives s'allient et forment la Conférence des coopératives forestières du Québec en 1985, qui deviendra la Fédération québécoise des coopératives forestières en 2005. Celle-ci joue entre autres le rôle de porte-parole auprès des gouvernements, de lieu d'échange et d'appui au développement des membres.

Les coopératives membres de la Fédération souhaitent trouver une alternative aux énergies non renouvelables et ont développé une expertise dans l'utilisation de la biomasse. Il s'agit de récolter les résidus qui sont laissés derrière lors d'une coupe de bois de valeur commerciale ou encore dans les usines de sciage. Ce bois récupéré est ensuite utilisé dans des chaudières qui alimentent les systèmes de chauffage de bâtiments institutionnels, commerciaux ou industriels.

Références

- www.fqcf.coop/fileadmin/user_upload/documents_r%C3%A9f%C3%A9rence/specialistes_de_l_approvisionnement_en_biomasse_forestiere.pdf
- www.fqcf.coop

14. Népal • Federation of Community Forestry Users (FECOFUN)

Lieu : Népal
Lancement du projet : 1995
Association citoyenne à but non lucratif
Nombre de membres : 8,5 millions

En 1995, FECOFUN est née de la volonté d'unir tous les usagers de la forêt du pays pour renforcer leur rôle de représentation au niveau politique. Aujourd'hui, FECOFUN représente 13 000 groupes communautaires d'usagers de la forêt et 8,5 millions de personnes à travers le pays. Ce nombre impressionnant représente 40 % de la population totale du Népal.

La Fédération a développé des mécanismes pour favoriser les relations avec les gouvernants ainsi que la discussion entre les usagers eux-mêmes. Elle donne aussi de la formation et du support aux différents groupes pour l'aménagement forestier et le développement économique, toujours dans une perspective de développement durable, de protection des droits des communautés, et de réduction de la pauvreté au Népal.

FECOFUN est devenue une association citoyenne autonome et à but non lucratif. Elle obtient son financement de plusieurs sources, dont les frais d'adhésion, les dons individuels ou provenant de différentes organisations internationales.

Le travail de FECOFUN porte ses fruits. La Fédération a permis la création de quatre usines de traitement du papier et des huiles essentielles. De plus, les communautés peuvent maintenant vendre leurs produits à des prix équitables, font de meilleurs profits et ont de meilleures perspectives d'emploi. Dans le cadre de ses activités de lobbying, le groupe a beaucoup milité pour l'inclusion des principes de gestion durable des forêts et de la participation des femmes dans les politiques gouvernementales.

Références

- www.fecofun.org
- www.uniterra.ca
- www.forestrynepal.org

15. Danemark • Le parc éolien de Middelgrunden



Lieu : Copenhague, Danemark
Lancement du projet: 1996
Coopérative, municipalité
Nombre de membres : Environ 10 000 membres
Nombre de foyers approvisionné en électricité : 40 000

Les grandes villes détiennent le potentiel pour développer des sources d'énergie alternatives permettant d'approvisionner une partie de leurs énormes besoins énergétiques. C'est ce que démontre la ville de Copenhague grâce à un projet utilisant l'énergie éolienne d'un parc installé à ses abords.

Doté d'un bon potentiel éolien et propice à l'installation d'un parc par la présence de hauts-fonds, le détroit de Øresund aux abords de Copenhague fait naître une idée de projet visant à alimenter la capitale danoise en électricité produite par l'énergie éolienne. En 1996, le *Copenhagen Environment and Energy Office* (CEEO) démarre un groupe d'étude afin de cartographier le potentiel éolien du détroit, en regroupant des spécialistes, mais également de nombreux citoyens de Copenhague intéressés à l'énergie éolienne. Les 20 turbines du parc éolien sont inaugurées en mai 2001 et fournissent ensemble 40 MW, ce qui représente environ 4 % de la consommation d'électricité de Copenhague. Le projet est le premier du genre basé sur la forme coopérative et la vente de parts à des consommateurs ordinaires. En effet, la *Middelgrunden Wind Turbine Cooperative* regroupe actuellement environ 10 000 membres, des résidents de Copenhague ou étrangers ainsi que des compagnies.

Le projet du parc éolien de Middelgrunden vise à contribuer à l'approvisionnement en énergie durable pour la ville de Copenhague. Son principal objectif est de créer un partenariat pour la production d'électricité par l'installation et la gestion d'un parc éolien. En effet, le parc éolien est partagé 50/50 entre la coopérative éolienne de Middelgrunden et les services publics de la municipalité de Copenhague, la *Copenhagen Energy Company*. Elles gèrent chacune 10 turbines, selon un accord de partenariat signé pour une durée de 25 ans.

L'élaboration d'une partie du projet en une forme coopérative permet d'intégrer la population dans la promotion et l'utilisation de l'énergie durable, tout en temporisant les défauts de l'énergie éolienne, notamment la pollution visuelle qu'entraîne l'installation d'un parc éolien aux abords d'une grande ville. L'adoption d'une forme coopérative a de plus fourni une crédibilité au projet, tant face aux politiciens qu'au public. La compagnie appartenant à la municipalité permet quant à elle de répondre aux besoins techniques et d'aller chercher les contractants nécessaires aux travaux.

Références

- CEEO, «The Middelgrunden Off-Shore Wind Farm » (2003) En ligne. www.ontario-sea.org/Storage/29/2118_doc1.pdf (page consultée le 26 août 2011).
- Gabel, Johanne & Rune Staehr, «Environmental Stories from Copenhagen – The Environmental Capital of Europe » (2003) En ligne. http://web.archive.org/web/20070706184255/http://www.cece.dk/EE0911AA-D9A1-49E8-9CA2-332E37BBA568
- www.middelgrunden.dk/middelgrunden/sites/default/files/public/file/Artikel_WORLD%20SUSTAINABLE%20ENERGY%20DAY%202001.pdf (page consultée le 26 août 2011).
- Larsen, Jens H., «Organisation of wind power in Copenhagen. The Middelgrunden off-shore project », (1999) En ligne. www.middelgrunden.dk/middelgrunden/sites/default/files/public/file/Artikel%20Organisation%20of%20wind%20power%20in%20copenhagen(1).pdf (page consultée le 26 août 2011).
- LORC, « Datasheet for site : Middelgrunden offshore wind farm » (2011) En ligne. www.lorc.dk/Knowledge/Offshore-renewables-map/Offshore-site-datasheet/Middelgrunden-Offshore-Wind-Farm/000006 (page consultée le 7 septembre 2011).
- Middelgrundens VindmØllelaug, En ligne. www.middelgrunden.dk/middelgrunden/?q=en#16 (page consultée le 7 septembre 2011).

16. **Allemagne** • Elektrizitätswerke Schönau (EWS), l'abandon de l'énergie nucléaire au profit des énergies renouvelables.

Lieu : Allemagne
Lancement du projet : 1997
Coopérative
Nombre de membres : 180 000 clients et 1000 sociétaires.
Chiffre d'affaires : 91 millions $ (2009)

La mobilisation contre l'utilisation de l'énergie nucléaire s'est concrétisée dans la ville de Schönau (2 500 habitants) par l'appropriation du réseau électrique par ses habitants, afin d'opérer un changement majeur vers les sources d'énergies renouvelables et propres.

Soucieux des dangers relatifs à l'énergie nucléaire illustrés par la catastrophe de Tchernobyl, des habitants de la ville de Schönau en Allemagne se sont mobilisés contre l'utilisation de ce type d'énergie. En 1997, ceux-ci décident de s'approprier le réseau de fourniture en énergie de leur ville et de prendre en main la gestion de la compagnie *Elektrizitätswerke Schönau* (EWS). Schönau devient ainsi l'une des premières communautés à détenir son propre réseau électrique. Dès 1998, le tournant est fait afin que les habitants de Schönau puissent utiliser une électricité produite grâce aux énergies renouvelables et à la cogénération, tournant ainsi le dos au nucléaire et au charbon.

Pour se faire, EWS offre rapidement des subventions afin d'encourager une production décentralisée d'énergies renouvelables. Ces subventions ont permis l'installation de plus de 1 200 unités de production, soit solaire, de cogénération, au biogaz ou hydraulique. En 1999, EWS est en mesure de fournir de l'énergie verte à travers l'Allemagne, et compte plus de 750 000 consommateurs. EWS est devenue une des plus importantes compagnies d'électricité par énergies vertes d'Allemagne. Cette électricité provient, pour plus de 70%, de l'hydroélectricité et 3 % sont fournies par l'énergie solaire, ce qui fait d'elle la compagnie fournissant la plus grande part d'énergie solaire parmi tout le réseau du pays. EWS fait également de la sensibilisation concernant la réduction de la consommation d'énergie, un changement dans les comportements qui permettrait de passer plus rapidement aux énergies renouvelables pour la totalité des besoins énergétiques de l'Allemagne, et même de toute l'Europe de l'Ouest.

En 2011, Ursula Sladek, fondatrice et directrice générale de EWS s'est vue décerner le prestigieux prix *Goldman pour l'environnement*, remis annuellement aux héros de l'environnement au niveau local.

Références

- EWS, « Introducing the *Elektrizitätswerke Schönau* (EWS) : Atomic-power free, climate friendly, citizens' property » (2008) En ligne. www.ews-schoenau.de/fileadmin/content/documents/Footer_Header/EWS_2008_EN.pdf (page consultée le 6 septembre 2011).
- WWF, « Ursula Sladek, co-founder and managing director, Elektrizitätswerke Schönau » (2005) En ligne. http://wwf.panda.org/who_we_are/wwf_offices/germany/news/?22374 (page consultée le 6 septembre 2011).

17.Sénégal • Des villages alimentés par l'électricité photovoltaïque

Lieu : Sénégal
Lancement du projet : 1995
Type d'organisation : Mutuelles de solidarité, coopératives
Nombre de membres : 90 mutuelles

Au Sénégal, aux alentours de Méckhé, dans la région de Thiès, à trois heures de route de Dakar, la capitale, des paysans bénéficient de l'électricité photovoltaïque grâce à leurs «mutuelles de solidarité», toutes fédérées dans une coopérative rurale d'épargne et de crédit : plate-forme de pompage solaire pour irriguer la terre communautaire ; transformation de leurs produits agricoles (aubergines, choux, gombos, tomates, papayes et oignons) ; conservation ou stockage de leurs produits ; éclairage public par l'alimentation en lampes de basse consommation dans les petites rues des villages ; congélateur communautaire pour refroidir médicaments, aliments, jus de fruit maison ; recharge des téléphones mobiles ; etc. Tout cela nécessite de l'énergie dans une région qui dispose de 365 jours de soleil par année. Mais comment faire quand le réseau public d'électricité ne s'y rend pas et qu'il n'y a aucun espoir de son extension à de tels villages dans la prochaine décennie. Le tout a commencé en 1995.

Une union de groupements paysans qui fédèrent 90 «mutuelles de solidarité» dans autant de villages

Dans chacun des villages, un regroupement coopératif de paysans, membre d'une Union des groupements paysans de Mécké (90 groupements sont membres de l'UGPM), s'est mis en marche. Il gère aujourd'hui l'installation. À l'échelle sous-régionale, l'atelier Kayer voit non seulement à subvenir aux besoins énergétiques des agriculteurs, il voit maintenant à l'installation de stations familiales de production d'électricité solaire. À l'origine du projet un partenariat de l'UGPM avec l'ONG française Terre solidaire par l'intermédiaire d'un prêt de sa société d'investissement, la SIDI (une société d'investissement solidaire pour le développement créée en 1983).

Quand on connaît le contexte, on se dit qu'il y a là une innovation majeure de l'économie populaire et coopérative en milieu rural: en effet, au Sénégal, pays à majorité paysanne, il n'y a que 16 % de la population rurale qui a accès à l'électricité (et à peine 10 % en Afrique de l'Ouest). Or il est fortement improbable qu'on puisse un jour raccorder toutes ces familles au réseau public parce qu'elles sont généralement très dispersées (dans des villages de plus ou moins 500 habitants), ce qui serait très coûteux et que les entreprises publiques, par les temps qui courent, n'ont plus la cote au Sénégal comme ailleurs. De plus, l'UGPM juge que les produits pétroliers ont des prix nettement prohibitifs sans compter qu'ils sont émetteurs de CO2. Bref, l'avenir est au solaire et n'est pas réservé qu'aux riches !

Références

- Texte tiré de M. Louis Favreau, *Sénégal, l'électricité photovoltaïque dans les villages*, 22 août 2011 (www.oikosblogue.coop/?p=8461)

18. Bangladesh • Grameen Bank

Lieu : Bangladesh
Lancement du projet : 1976
Coopérative : propriété des emprunteurs 94 % (reste au gouvernement)
Nombre de membres : 8,37 millions (dont 97 % sont des femmes)
Nombre d'employés : 24 600 (2007)
Volume cumulatif des prêts accordés (2007) : +6,5 milliards $
Volume cumulatif des prêts remboursés (2007) : + 6 milliards $

La Grameen Bank a instauré un système bancaire différent et audacieux pour offrir du crédit aux personnes les plus pauvres et isolées du Bangladesh. À petite échelle, les prêts offerts ont déjà permis à des millions de personnes d'accéder à la sécurité alimentaire et à des conditions sanitaires acceptables.

La Grameen Bank est née en 1976, à l'initiative du Dr Muhammad Yunus. Ce professeur d'économie soutient que l'absence d'accès au crédit pour les personnes pauvres dans les régions rurales est une contrainte qui les empêche de sortir de la pauvreté. Comme ils n'ont pas suffisamment de terres en leur possession pour subvenir à leurs besoins, un prêt modeste leur permet de créer un projet qui génère des revenus et d'améliorer leurs conditions de vie. Dr Yunus démarre la banque dans le cadre d'un projet de recherche, mais celle-ci remporte un succès considérable et devient indépendante en 1983. Le succès de Grameen est indéniable et le concept a inspiré plusieurs autres initiatives à travers le monde. Le fondateur, Muhammad Yunus, a également été le récipiendaire du prix Nobel de la paix en 2006.

Les prêts sous forme de microcrédit sont conditionnels au respect de plusieurs valeurs énoncées par la banque. Parmi celles-ci on retrouve l'importance de la culture de la terre, de l'éducation des enfants et de la participation aux activités sociales et collectives. Les prêts sont offerts à des groupes formés de 5 personnes, qui doivent s'entraider et partager les responsabilités. Cette technique permet à la Grameen Bank d'avoir un taux de remboursement extrêmement élevé. Les employés de la banque offrent de la formation et des conseils aux emprunteurs et encouragent ceux-ci à faire des économies, et à accumuler un fonds d'urgence.

Les prêts de Grameen s'adressent tout particulièrement aux femmes, qui ont très peu accès au système bancaire traditionnel du Bangladesh. En accédant plus facilement au capital, les femmes gagnent aussi en pouvoir décisionnel au sein de leur communauté. La Grameen Bank a aujourd'hui permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, d'accéder à l'éducation, de se nourrir suffisamment et d'avoir des conditions d'hygiène acceptables.

Références

- Valérie Gilbert. Étude de la Grameen Bank : le microcrédit au Bangladesh comme moyen d'*empowerment*. Les cahiers de la Chaire C.-A. Poissant, janvier 2009
- www.grameen.com/http://www.grameen-info.org
- www.grameenfoundation.org

19. Brésil • Palmas

Lieu : Brésil
Lancement du projet : 1998
Type d'organisation : Banque communautaire

Palmas est une organisation née à Conjunto Palmeiras, une favela de 30 000 habitants au nord du Brésil, qui comprend aujourd'hui quarante-six banques communautaires, une institution de microfinance, une monnaie locale et un institut qui travaille à exporter le modèle.

Conjunto Palmeiras a été peuplée dans les années 1970, par des démunis qui étaient expulsés du centre-ville de Fortaleza et relogés de force par les autorités, à vingt kilomètres de la ville. Dans la même décennie, des familles s'installent aussi dans la favela, en provenance des régions rurales. Vers 1979, une association des habitants de la favela se met en place, l'ASMOCONP (l'Association des habitants du Conjunto Palmeiras). Pendant les années 1980 et 1990, les habitants se mobilisent, forment un centre de maternité communautaire, militent pour avoir des conditions de vie plus décentes, et réussissent à trouver le financement pour améliorer leurs conditions et urbaniser le quartier.

La Banque Palmas est créée en 1998 par l'ASMOCONP pour fournir du microcrédit aux habitants. En 2002, la monnaie sociale Palmas est lancée, et sert à acheter dans les commerces du quartier uniquement. L'objectif derrière cette initiative est de construire l'offre et la demande du quartier, donc de combiner monnaie locale et microcrédit pour aider la mise en place de petites entreprises et relocaliser les échanges. Les crédits à la consommation en Palmas se font sans intérêt, et les entreprises du quartier offrent des réductions aux clients qui utilisent cette monnaie. La banque appartient à la communauté et est gérée de façon démocratique. Depuis sa création et en raison de son succès, le modèle de la Banque a été répliqué de nombreuses fois au Brésil et au Venezuela.

Le système Palmas a été reconnu internationalement et a gagné plusieurs prix prestigieux, tels que le Prix des Objectifs de Millénaire pour le Développement, le prix Orilaxé de l'UNESCO, et le prix Visionaris.



Références

- Daniel Campos Martins. Finance solidaire : le cas de la banque Palmas à Fortaleza, Brésil, août 2009 http://aloe.socioeco.org/IMG/pdf/Banco_Palmas_dani.pdf
- www.taoaproject.org
- www.banquepalmas.fr
- www.bancopalmas.org.br/

20. Canada • Vancity

Lieu : Colombie-Britannique
Lancement du projet : 1946
Institution financière coopérative
Nombre de membres : 400, 000
Actif : 14,5 milliards $ (2010)

Vancity est une institution financière totalement gérée par ses membres, et la plus grande coopérative de crédit du Canada. Elle est propriétaire de Citizens Bank, qui fait affaire partout au pays, et veut améliorer par ses actions la qualité de vie de toute la communauté.

La responsabilité sociale fait partie du plan d'affaires de Vancity, et la totale transparence est respectée grâce à la publication de reddition de comptes pour informer les membres des décisions économiques et sociales de l'entreprise. La performance de Vancity est évaluée sur trois aspects, économique, social et environnemental.

Vancity respecte les principes coopératifs de gestion et croit à la responsabilité sociale de son entreprise. Cela signifie que les produits offerts et les méthodes de travail sont socialement et écologiquement responsables, que l'entreprise investit dans le bien-être de la communauté, la lutte contre la pauvreté, et fait la promotion de ces valeurs auprès des individus et de la communauté en général. Pour ce qui est de combattre les changements climatiques, Vancity finance des projets de ses membres qui visent une plus grande utilisation des énergies alternatives, les initiatives de transport durable et la construction de bâtiments verts. Les cartes de crédit offertes par la compagnie sont elles-mêmes « vertes », puisque 5 % des profits qui en sont retirés vont à un fonds destiné à financer des projets environnementaux locaux.

La coopérative Vancity est très concernée par son impact environnemental et tente de diminuer ses émissions de gaz à effets de serre en utilisant et en offrant des produits et des services qui ont un impact minimal sur son milieu. Au niveau financier, l'entreprise a atteint en 2010 des résultats qu'elle qualifie de « meilleurs de son histoire ». Les membres ont reçu 6 % de retour sous forme de dividendes.

Les Rencontres du Mont-Blanc
The Mont Blanc Meetings

Références

- www.stratos-sts.com/documents/SI_Report_Case_Study_Vancity.pdf
- www.vancity.com

21. France • Système d'échange local (SEL)

Lieu : France
Lancement du projet : 1994
Nombre de membres : plus de 20 000
Type d'organisation : associations

Les SEL en France sont apparus en 1994 et se sont multipliés jusqu'à être près de 350 aujourd'hui, formant un important réseau. Les différents groupes locaux sont associés à SEL'idaire, qui promeut la création de SEL et favorise la communication entre ceux-ci. Ce sont des associations très variées de « groupes de personnes qui pratiquent l'échange multilatéral de biens, de services, et de savoirs ».

Les SEL sont inspirés des LETS (Local Exchange Trading System), créés au début des années 1980 au Canada par Michael Linton. Dans le cadre du mouvement LETS, qui consiste à échanger des services à l'intérieur d'un réseau local, il est possible pour les membres d'accumuler des crédits pour un service rendu et de les utiliser ultérieurement. Aucune monnaie n'est utilisée, les crédits obtenus sont plutôt enregistrés par l'organisation. Aucun intérêt ne peut être appliqué à ce crédit et tout est effectué de façon transparente. Les organisations LETS sont toujours à but non lucratif et elles sont organisées démocratiquement.

Les SEL sont nombreux et chacun a son propre fonctionnement. Certains mesurent les échanges en termes de temps passé à rendre un service, qui pourra ensuite être échangé contre un service différent. Parfois les crédits accumulés sont comptabilisés sous forme de coupons, alors que d'autres organisations privilégient l'absence de comptage et la valorisation du lien créé par l'échange plutôt que celle du bien échangé.

Un tel système a l'avantage de créer des liens à l'intérieur d'une communauté et de stimuler l'économie dans une localité. Il s'agit aussi d'un réseau de solidarité, qui veut combattre l'exclusion et promouvoir la création d'une société plus équitable, tout en formant un espace de réflexion sur le système économique et les relations humaines.

Référence

- www.selidaire.org

22. France • Le projet SOL



Lieu : France
Lancement du projet : 2006
Type d'organisation : association

Le projet SOL (une abréviation de solidaire) a été officiellement lancé en octobre 2006, avec le soutien du programme du Fonds social européen Equal. Le projet est issu d'une réflexion amorcée une décennie plus tôt par différents acteurs sociaux. Trois coopératives sont alors créées dans trois régions françaises. L'objectif est de participer à un développement économique fondé sur des valeurs sociales et écologiques, et d'inciter à la solidarité et à la coopération.

Concrètement, le SOL est une monnaie complémentaire et un moyen d'échange qui permet d'acheter ou d'échanger dans un réseau d'entreprises qui partagent les valeurs du projet, ainsi que d'échanger du temps et des services entre individus. Il s'agit d'une monnaie fondante, qui perd de sa valeur avec le temps. Lorsqu'elle n'est pas utilisée par le consommateur, elle sert à financer des projets collectifs, qui ont une utilité sociale ou écologique. Cette monnaie n'a pas de support matériel, mais est plutôt échangée grâce à des cartes à puces, par internet ou par téléphone.

Le projet SOL a aussi un volet de monnaie « affectée ». Cela signifie qu'il est possible de distribuer une aide sociale en SOL plutôt qu'en Euro, pour inciter les bénéficiaires à l'utiliser dans les entreprises socialement et écologiquement responsables. Par exemple, un arrondissement de Paris offre de l'aide financière à certaines familles pour l'achat de nourriture. En distribuant cette aide en monnaie SOL, ces familles peuvent se procurer des paniers biologiques dans les entreprises participantes du réseau SOL.

SOL veut aussi faciliter les échanges entre les entreprises et partenaires qui partagent les valeurs de l'économie sociale et solidaire, ainsi que d'inciter les individus à échanger du temps, des services ou du savoir. L'objectif est de valoriser des richesses différentes de la richesse monétaire, et renforcer les échanges entre les membres d'une communauté. Le projet est soutenu par plusieurs acteurs impliqués dans l'économie sociale en France et en Europe, la MACIF, la MAIF, le Crédit Coopératif, le groupe Chèque Déjeuner et le Fonds social européen Equal.

Références

- www.sol-reseau.org
- http://ec.europa.eu/employment_social/equal_consolidated/sitemap.html

La monnaie fondante

La monnaie fondante est une devise qui perd de sa valeur avec le temps, puisqu'on y applique un intérêt négatif. L'objectif d'un tel système est d'une part de stimuler les échanges et la participation au système économique en place, et d'autre part d'encourager l'accumulation de biens dont la valeur est plus permanente (biens fonciers, éducation, technologie) plutôt que l'accumulation de monnaie.

Site internet de référence : http://www.sol-reseau.org

23. Québec • Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL)

Lieu : Québec
Origine du projet : 1923
Type d'organisation : Institution financière coopérative
Nombre de coopératives et organismes participants : 2 800
Nombre d'épargnants : 10 000

La Caisse d'économie solidaire (CECOSOL) est l'une des succursales des Caisses populaires Desjardins, l'un des plus grands groupes financiers coopératifs au Canada. CECOSOL est issu du mouvement syndical et sa particularité est de financer uniquement des entreprises collectives d'économie sociale. La vision du groupe est humaniste, démocratique et solidaire.

La Caisse d'économie solidaire travaille pour construire « une société qui prend le parti de l'emploi, du partage, de l'entraide et du développement durable ». Plutôt que de mettre l'accent sur le profit, la caisse veut favoriser le développement de la communauté et la cohésion sociale, le développement durable et le respect de l'environnement. Pour ce faire, elle appuie les initiatives d'entreprenariat social et collectif. La Caisse est issue du mouvement syndical et veut permettre aux travailleurs de regrouper leurs ressources financières pour améliorer leur sort et celui de la collectivité.

La Caisse fournit de l'information et des conseils tant aux investisseurs qui souhaitent investir leur argent dans des fonds éthiques, qu'aux entrepreneurs qui désirent faire évoluer leurs projets d'économie sociale. Au niveau environnemental, la Caisse offre différents programmes pour encourager le changement. Entre autres, on peut recevoir des remises en argent sur les prêts effectués dans le but de rendre une habitation plus écologique. CECOSOL offre aussi de rembourser une partie des intérêts sur le prêt que doit faire un abonné à l'organisme Communauto, qui propose le partage d'une flotte d'automobiles.

Références

- www.desjardins.com
- www.caissesolidaire.coop
- www.communauto.com/
- www.accorderie.ca

Communauto

Cette entreprise offre un service d'autopartage dans le but de réduire le nombre d'automobiles en circulation, tout en permettant aux membres d'utiliser un véhicule au besoin, à proximité et à petit prix.

Accorderie

Parmi les partenaires de la Caisse d'économie solidaire, on retrouve le projet original de l'Accorderie. Il s'agit d'un système de monnaie sociale et d'échange de services entre les membres d'une communauté locale. Chaque membre a accès aux services que proposent les autres « accordeurs » de sa région. Chaque heure offerte donne droit à une heure de service en retour, peu importe la nature du travail effectué.

24. France • Crédit coopératif

Lieu : France
Lancement du projet : 1893
Nombre de membres : 35 043 sociétaires et 19 190 clients particuliers
Type d'organisation : Coopérative de crédit

Le Crédit Coopératif a évolué pendant près de 120 ans pour devenir une importante banque dans le milieu de l'économie sociale. C'est une coopérative gérée démocratiquement, dont 73 % des membres sociétaires sont des entreprises d'économie sociale.

Gérée par ses membres (principalement des personnes morales, que ce soit des coopératives, organismes, mutuelles ou associations), la banque du Crédit Coopératif soutient des projets d'affaires dans lesquels l'utilité sociale joue un rôle primordial. Il participe à l'élaboration d'expertise en collaboration avec ses membres et leurs organisations professionnelles, par des conseils ou de la recherche. Le groupe souhaite agir dans une perspective de développement durable, tant au niveau économique, que social ou environnemental.

Les efforts de la banque du Crédit Coopératif portent ses fruits. En 2006, elle a reçu la meilleure note pour son impact environnemental, parmi toutes les banques françaises, et a même depuis 2008 un impact environnemental positif. La banque réduit ses émissions de CO_2 dans ses activités d'entreprise, mais aussi en sensibilisant ses salariés et ses clients. Les principes coopératifs sont appliqués par le Crédit ainsi que par les entreprises d'économie sociale qui sont ses clients. Il s'agit de la liberté d'adhésion, de la gestion démocratique, de la participation économique des sociétaires, de l'autonomie et l'indépendance (absence de cotation en bourse, rémunération limitée du capital, gestion autonome), l'importance donnée à la formation et l'engagement envers la communauté.

Depuis 1984, le Groupe Crédit Coopératif gère aussi une fondation, qui joue un rôle de mécène auprès des initiatives d'économie sociale. La fondation remet chaque année des prix à des projets qui se démarquent, pour les encourager et les faire connaître du public.

Référence

- www.credit-cooperatif.coop/

25.France • Les Sociétés de groupe d'assurance mutuelle (SGAM)

La législation française permet de créer des « groupements d'assurance mutuelle ». il en existe plusieurs parmi lesquels AG2R-La Mondiale, Covéa, ou encore Sferen, exemple ici développé.

Lieu : France
Lancement du projet : 2009
Type d'organisation : Société de groupe d'assurance mutuelle (SGAM)
Nombre de sociétaires : 11 millions

SFEREN est issue de l'association de trois mutuelles françaises : MAIF, MACIF et Matmut. La société a pour but de renforcer la position des trois mutuelles, d'augmenter leur compétitivité respective, et d'en faire des joueurs majeurs dans l'industrie de l'assurance.

Les trois valeurs défendues par SFEREN sont la solidarité, l'éthique et la responsabilité sociale. Ce sont des valeurs partagées par ses trois affiliés, les mutuelles d'assurance MAIF, MACIF et Matmut. En plus de renforcer la position de chacune, SFEREN a mis en place des mécanismes pour intervenir en cas de dégradation de la solvabilité ou de problèmes financiers chez l'un des trois partenaires. L'association sous forme de Société de groupe d'assurance mutuelle (SGAM) permet aussi de créer des processus pour une meilleure efficacité opérationnelle et un meilleur service aux clients.

Les trois mutuelles françaises fonctionnent de manière démocratique et agissent pour créer une économie humaniste responsable et solidaire. Le Conseil d'administration de SFEREN est géré par un nombre égal de membres pour chacune des mutuelles, sous le principe d'une présidence tournante, tandis que les votes à l'Assemblée générale sont répartis selon le nombre de sociétaires qui adhèrent à chacune d'entre elles. SFEREN a établi sept champs d'action communs qui sont la réassurance, les achats assurance et hors assurance, l'assurance emprunteur, l'assurance-vie et la gestion d'actifs.

Références

- www.insuranceinsight.eu
- www.sferen.fr
- www.macif.fr
- www.maif.fr
- www.matmut.fr
- www.covea.eu
- www.ag2rlamondiale.fr

26.Pays-Bas • Rabobank

Lieu : Pays-Bas
Lancement du projet : 1898
Type d'organisation : Coopérative financière
Nombre de membres : 1,8 million
Nombre de clients : 10 millions
Nombre d'employés : 59 000
Actifs : 900 milliards $

Rabobank est une institution financière internationale qui fournit un ensemble de services bancaires à ses clients, de l'assurance, de la gestion d'actifs et des services immobiliers. À l'origine, le groupe était composé d'entrepreneurs du milieu agricole qui n'avaient pas accès au capital dans le système bancaire traditionnel et qui ont formé leur propre coopérative de crédit.

Au 31 décembre 2010, il comprend 141 banques Rabobank locales indépendantes ainsi que leur organisation centrale Rabobank Pays-Bas et ses filiales. Ses activités comprennent la banque de détail nationale, la banque de gros et de détail internationale, la gestion d'actifs et l'investissement, le crédit-bail et l'immobilier. Elle est aujourd'hui présente dans 48 pays différents et supporte des initiatives semblables dans plusieurs pays en voie de développement, surtout en Afrique.

La banque croit que le développement économique doit passer par le développement durable et la protection de l'environnement. Elle tente d'avoir une contribution positive par ses actions, et valorise depuis sa création l'autonomie de chacune de ses succursales.

La Rabobank est considérée comme l'une des banques les plus sécuritaires au monde. Son mode de fonctionnement coopératif explique en partie sa fiabilité puisque sa gestion est partagée entre l'ensemble des succursales coopératives, sous la forme d'une assemblée qui se réunit plusieurs fois par année, et un Conseil d'administration, qui doit prendre en considération les intérêts spécifiques de chacune des banques locales.

L'exemple de Rabo Green Bank

- Filiale propriété à 100 % de Rabobank
- 200 000 épargnants placent leur argent dans un fonds vert bloqué au moins 1 an pour avoir des avantages fiscaux.
- Jusqu'à 54 000 euros peuvent y être placé en étant défiscalisé.
- Le rendement pour le particulier est de 2 % payé par la banque plus une incitation fiscale de 2,5 % net soit un rendement de 4,5 % net.
- Le capital est garanti par l'État.
- Rabo Green Bank prête les fonds sous forme de prêt aux clients avec des projets qui se qualifient « verts ».
- Financement classique : euribor +la marge de la caisse locale (0,5 %) + coût de liquidité du fait de la difficulté de financement = euribor +1,2 %
- 70 % des fonds doivent être placés, mais Rabo Green Bank vise 80 % de placement.

Références

- www.rabobank.com
- Bart Jan Krouwel. Green invetments and green financing in the Netherland. 18-11-2009 (www.hazliseconomist.com/speeches/docs/03122009_Krouwel_ppt2.pdf);
- www.developpementdurable.banquepopulaire.fr/ddfr/liblocal/docs/Rabobank/PresentationactivitesCSRRabo.pdf

27. Burkina Faso • La gestion communautaire des ordures ménagères

Lieu : Ouagadougou, Burkina Faso
Lancement du projet : 1993
Type d'organisation : association, municipalité, ONG.
Nombre d'employés : Plus de 400 ; Nombre d'abonnés : Plusieurs milliers

La croissance chaotique des grandes villes d'Afrique pose des problèmes de sanitation, notamment en ce qui concerne la gestion des ordures ménagères. Des associations dans la capitale burkinabée illustrent des solutions à ce problème avec la prise en charge de la collecte des ordures par la communauté.

Au début des années 1990, la municipalité de Ouagadougou est incapable de gérer les ordures qui abondent dans la ville étant donnée la croissance rapide et anarchique de celle-ci. En effet, la population a pratiquement doublé entre 1985 et 1995, avec l'exode rural qui entraîne l'installation d'habitations non structurées aux périphéries de la ville. Les infrastructures municipales deviennent rapidement insuffisantes, entraînant une dégradation des conditions sanitaires. Le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement (CREPA) initie en 1993 deux projets pilotes dans le domaine de la gestion des ordures ménagères, dont le premier se situe à Ouagadougou, dans le quartier défavorisé de Wogodogo.

Ce projet pilote a à lui seul engendré la création d'une trentaine d'associations, dont celle de Lagem Yam, employant quelque 400 personnes. Ces associations de précollecte des ordures se sont regroupées sous la Coordination des coopératives et associations pour l'assainissement et la valorisation des déchets (CAVAD) afin de mener des actions collectives pour la sensibilisation et la mise en place de mesures incitatives pour que les ménages souscrivent auprès d'une de ces associations pour la collecte de leurs ordures.

La municipalité s'est également appropriée l'approche de la gestion communautaire des ordures ménagères en créant en 2002 une brigade verte, formée en association et composée de femmes chargées de la salubrité et de la voirie. La brigade verte a employé des milliers de femmes depuis sa création et les femmes membres profitent également d'un compte d'épargne ouvert auprès du réseau des caisses populaires. Elles sont donc des milliers à pouvoir profiter de ressources financières afin de développer des activités rémunératices. La brigade verte a d'ailleurs été soulignée en tant que meilleure pratique par UN-Habitat en 2006 et le projet de gestion communautaire des ordures ménagères de Ouagadougou a été souligné en tant que meilleures pratiques par UN-Habitat en 2008.

Suite aux enseignements tirés du projet pilote de Wogodogo, le CREPA instaure un projet similaire dans le quartier St-Michel de la ville de Cotonou au Bénin. Le projet a également entraîné la floraison d'expériences de structures communautaires de gestion des ordures ménagères à plusieurs endroits en Afrique Centrale et de l'Ouest.

Références

- Courants de femmes, « Lagm Yam & GIE Clean Environment » (2004) En ligne. http://courantsdefemmes.free.fr/Assoces/Burkina/LagmYam/lagmyam.html (page consultée le 7 septembre 2011).
- Dph, « Projet de collecte des ordures ménagères, Wogodogo, secteur 10, Ouagadougou » (1995) En ligne. http://base.d-p-h.info/fr/fiches/premierdph/fiche-premierdph-2088.html (page consultée le 7 septembre 2011).
- ENDA/WASTE, « La participation de la communauté à la gestion des déchets solides à Burkina Faso » (1997) En ligne.www.netssaftutorial.com/fileadmin/DATA_CD/09_Complementary/SF23_1_. La_participation_de_la_communaute_Burkina.pdf (page consultée le 7 septembre 2011).
- Kouassi-Komlan, E. & C. Fonseca. « Micro finance for water and sanitation in West Africa » (2004) En ligne. www.worldwatercouncil.org/fileadmin/wwc/Programs/Financing_Water_for_All/financing_Stef/microfinance_Africa_IRC.pdf (page consultée le 7 septembre 2011).
- Tall-Karembega, Kadidia. « Pouvoir des femmes et gestion de l'environnement » (Ouagadougou : Découvertes du Burkina, 2002) En ligne. http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001500/150001fo.pdf
- Tandia, Cheick Tidiane, «De Wogodogo au Schéma Directeur de Gestion des Déchets Solides (SDGDS) : l'impact de la réplication à grande échelle des projets pilotes de gestion des ordures ménagères du CREPA» (2009) En ligne.

28. États-Unis • La Cooperative Housing Foundation au service de l'aide internationale

Lieu : États-Unis
Lancement du projet : 1952
Type d'organisation : Fond coopératif à but non lucratif.

Ayant débuté dans la construction d'habitations abordables pour les ménages à faible et moyen revenu aux États-Unis, la CHF travaille maintenant dans le développement international au niveau des communautés, où elle adopte une approche beaucoup plus large en intégrant de nombreux secteurs dans ses projets, comme celui de la microfinance.

Fondée en 1952, *Foundation for Cooperative Housing* (FCH) est une société à but non lucratif œuvrant dans l'aide aux familles de faible ou moyen revenu de l'Amérique rurale, de même que dans les régions urbaines à faible revenu, afin d'améliorer la condition économique et la qualité de vie des gens par la construction d'habitations abordables. En 1962, elle met son expertise au service du développement international sous l'égide de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et devient la *Cooperative Housing Foundation* (CHF). Les premiers programmes outre-mer concernent le secteur de la microfinance d'habitation en Amérique Centrale.

CHF a permis, grâce aux programmes de microcrédit, d'atteindre les populations à faible et moyen revenu et de participer à l'amélioration de leurs conditions de vie et au développement des communautés comme au Liban, en Irak, en Jordanie, dans la bande de Gaza, en Bosnie-Herzégovine, en Roumanie, en Colombie et au Libéria. CHF peut d'ailleurs se targuer d'être le plus important réseau international d'institutions de microfinance au Moyen-Orient.

Dans la bande de Gaza, CHF crée *Access to Credit program* (ACP) en 1994, afin d'augmenter l'accès au financement pour les emprunteurs de faible et moyen revenu dans la bande de Gaza. Celui-ci est considéré comme l'un des premiers programmes de microcrédit dans les territoires palestiniens. Ce programme est par la suite élargi avec une compagnie non bancaire de crédits hypothécaires et étend ses activités en Cisjordanie en 2001. Depuis sa création, le programme a permis de distribuer 9 000 prêts, représentants 44 millions $.

Références

- CHF International, « About the CPU », (2011) En ligne. www.chfcpu.org/index.php?option=com_content&view=article&id=71&Itemid=90&lang=en (page consultée le 26 août 2011).
- CHF International, « Improving Life for the People of Lebanon through Microfinance », En ligne. www.chfinternational.org/node/28019 (page consultée le 7 septembre 2011).
- CHF International, « Six Decades of Building a Better World » (2011) En ligne. http://www.chfinternational.org/aboutus (page consultée le 26 août 2011).
- MIX, « 2010 MIX Global 100 : Ranking of Microfinance Institutions » (2010) En ligne. www.themix.org/sites/default/files/2009%20MIX%20Global%20100%20Composite.pdf (page consultée le 7 septembre 2011).

29. États-Unis • Un partenariat urbain-rural pour gérer la qualité de l'eau de la ville New York.



Lieu : États-Unis
Lancement du projet : 1993
Organisation à but non lucratif, municipal

Il existe des solutions alternatives de partenariats entre les différents acteurs afin de pallier aux problèmes de pollution de l'eau. C'est ce que démontre le mode de gestion des bassins versants qui alimentent en eau de qualité les millions de résidents de la ville de New York.

La ville de New York est l'une des 5 régions métropolitaines américaines à encore fournir ses résidents en eau potable à partir d'eau de surface non filtrée. Ceci représente 1,1 milliard de galons d'eau par jour afin de remplir la demande de 9 millions de personnes, d'une eau provenant de 3 bassins versants (Croton, Catskill/Delaware), drainés par 19 réservoirs et 3 lacs contrôlés.

Au début des années 1990, la qualité de l'eau devient inquiétante étant donné sa contamination par le déversement des eaux usées et des eaux de ruissellement en provenance des villes et des zones agricoles avoisinantes. La ville de New York entre alors en conflit avec les producteurs agricoles face au besoin d'une réglementation afin de protéger la qualité de l'eau des bassins versants, menaçant la survie de nombreuses fermes. Toutefois, grâce à la concertation et au partenariat entre les différents acteurs, une solution alternative est élaborée afin d'éviter cette réglementation, tout en confirmant la nécessité d'une agriculture qui soit viable. *Watershed Agricultural Council* (WAC) est ainsi fondé en 1993 afin d'administrer le programme sur les bassins versants agricoles.

Le WAC se donne pour mission de supporter la viabilité économique de l'agriculture et de la foresterie à travers la protection de la qualité de l'eau de surface et la promotion de la conservation des terres dans toute la région des bassins versants desservant la ville de New York. Pour ce faire, le WAC élabore et met en œuvre des plans d'ensemble d'exploitation agricole, des plans de gestion de la foresterie ainsi que des servitudes environnementales. Le WAC présente une particularité qui tient du succès de son partenariat. En effet, la gestion des bassins versants, qui bénéficie à toute la population, est effectuée sur les terres privées par les propriétaires et les producteurs agricoles grâce à leurs bonnes pratiques culturales. Ceux-ci occupent d'ailleurs le rôle de gardiens et d'indicateurs de la qualité de l'eau des bassins versants pour la ville de New York. Quant à celle-ci, elle évite les coûts importants qu'entraînerait la construction d'usines de filtration.

Références

- United States Environmental Protection Agency, « Watershed Progress : New York City Watershed Agreement » (2009) En ligne. http://water.epa.gov/type/watersheds/nycityfi.cfm (page consultée le 24 août 2011).
- Watershed Agricultural Council (2010) En ligne. www.nycwatershed.org/aw_council.html (page consultée le 24 août 2011).

30. Québec • Technopôle Angus

Lieu : Québec
Lancement du projet : 1996
Entreprise à but non lucratif
Nombre d'employés : 2 000

Le Technopôle Angus est un parc industriel en plein cœur de la ville de Montréal, géré par la Société de développement Angus depuis 1996. Il s'agit d'un projet citoyen de « revitalisation urbaine » qui comprend des objectifs de développement durable au niveau social, environnemental et économique.

Les locaux du technopôle sont situés sur un site contaminé et abandonné suite à la fermeture des usines qui y opéraient jusqu'en 1992. Ensuite, sous l'impulsion d'une mobilisation citoyenne, est créée la Société de Développement Angus, une organisation à but non lucratif qui fait la promotion de la revitalisation du quartier sur les plans social, économique et environnemental. Les terrains sont maintenant occupés par des entreprises diverses, autant des entreprises privées, que d'économie sociale ou du secteur institutionnel. Chacune des installations doit respecter les valeurs de la Société, c'est-à-dire le développement durable, la création de liens avec la communauté locale, et la création d'emplois pour la population du quartier. Aujourd'hui, le Technopôle compte autour de 2000 employés, soit deux fois plus que lors de la fermeture des usines Angus en 1992.

Au niveau environnemental, les installations sont conçues pour offrir des économies d'énergie de 50 à 60 %, et réduire les émissions de CO2. L'accès au transport en commun et au transport alternatif pour les travailleurs est facilité, et on retrouve des aménagements paysagers écologiques directement sur le site. Le Technopôle Angus souhaite autant que possible soutenir les entreprises d'économie sociale. Plusieurs entreprises de ce type y sont installées et offrent des services d'entretien ou des services divers aux employés. Le Technopôle supporte aussi les projets d'insertion sur le marché du travail, en offrant de la formation et des opportunités d'emploi à des jeunes adultes.

Ce projet a reçu l'appui de différents acteurs des gouvernements et du secteur de l'économie solidaire au Québec, mais il est issu du milieu communautaire et vise toujours l'épanouissement de la communauté locale.

Références

- www.technopoleangus.com
- www.usgbc.org/

31. Kirghizstan • Hospitality Kyrgyzstan, la promotion du tourisme communautaire

Lieu : Kirghizstan
Lancement du projet : 2003
Type d'organisation : Association
Nombre de membres : 15 associations, regroupant 350 familles.

Des communautés à travers le pays développent un tourisme communautaire afin d'attirer les visiteurs tout en s'assurant que les populations rurales puissent recevoir les fruits des revenus touristiques.

Le tourisme communautaire est apparu au Kirghizstan en 2000 et on y retrouve aujourd'hui 17 organisations de tourisme communautaire à travers les diverses régions du pays. De plus, on y trouve 5 autres organisations, nommées *Shepard's life* de l'ONG les ayant créées en 1995 et qui regroupent une centaine de membres. Afin de favoriser le développement du tourisme ainsi qu'une meilleure coordination, ces organisations décident de se regrouper en une association : l'Association de tourisme communautaire du Kirghizstan (KCBTA).

Celle-ci est créée en 2003 avec pour but d'incorporer le tourisme communautaire dans l'industrie touristique. Elle procure le support à ses membres au niveau du marketing, de la formation et du développement des organisations. Elle représente également ses membres et leurs intérêts au niveau des politiques nationales. Soulignons que l'organisation suisse à but non lucratif Helvetas (fondée en 1955 et qui travaille à l'amélioration des conditions de vie des populations désavantagées) apporte un soutien institutionnel et organisationnel à l'association.

La KCBTA a concrétisé de nombreux succès, tels que l'adoption du nom *Hospitality Kyrgyzstan* accompagné d'un logo officiel permettant de repérer les lieux de tourisme communautaire à travers le pays, de même que l'aménagement de 9 bureaux d'information touristique régionaux et un dans la capitale. KCBTA présente également un guide touristique, qui en est à sa deuxième édition en 2006, afin de fournir toute l'information nécessaire pour faire du tourisme communautaire au Kirghizstan, guide auquel s'ajoute un site internet d'informations touristiques très complet. Les profits de ce tourisme reviennent, en majeure partie, directement aux familles et aux propriétaires visités ainsi qu'à ceux vendant leurs produits locaux. Une autre part des profits retourne également à la communauté ainsi qu'à l'association.

Références

- Helvetas, « Central Asia » (2011) En ligne. www.helvetas.kg/en/projects/cbtsp/ (page consultée le 6 sept.11).
- Helvetas Kyrgyzstan, « Community Based Toursim Support Project » (2004) En ligne. www.helvetas.org/global/pdf/projects/asien/04_09_tourismus_e.pdf (page consultée le 6 septembre 2011).
- KCBTA, « Community based Tourism (CTB) development in Kyrgyzstan » (2005) En ligne. www.linkbc.ca/torc/downs1/KCBTA.pdf (page consultée le 6 septembre 2011).
- KCBTA, En ligne. www.cbtkyrgyzstan.kg/content/view/45/44/lang,en/ (page consultée le 7 septembre 2011).

32. Argentine • FaSinPat, une usine autogérée

Lieu : Argentine
Lancement du projet : 2001
Type d'organisation : Coopérative
Nombre de membres : Environ 470

Qu'elles se positionnent ou non contre le système capitaliste actuel, FaSinPat et les autres usines autogérées sont en train de démontrer qu'elles peuvent non seulement durer, mais aussi résister aux crises économiques.

L'Argentine souffrait déjà d'importantes disparités de richesse lorsque la faillite de l'État en 2001 plonge le pays dans une crise économique majeure. De nombreuses usines ferment leurs portes, dont celle de Zanon qui est l'une des plus grosses usines de carrelage du pays. Toutefois, plutôt que de se voir licenciés par la fermeture de Zanon, les travailleurs récupèrent l'usine, forment une coopérative et poursuivent la production. Ils la rebaptisent FaSinPat, *Fábrica sin patrón*, l'usine sans patron.

Cette usine autogérée est un exemple parmi plusieurs autres cas similaires d'usines récupérées en Argentine, où les travailleurs s'engagent dans une solution alternative en prenant le contrôle de la production afin de conserver un salaire leur permettant de faire vivre leurs familles.

Environ 470 personnes y travaillent aujourd'hui, les travailleurs ont tous un salaire égal, y détiennent tous un droit de vote et toutes les décisions sont prises en commun dans les assemblées générales. Le nombre d'employés a pratiquement doublé depuis que l'usine a été récupérée et la production a repris de bon train.

Bien que FaSinPat demeure l'exemple phare du mouvement de récupération d'usine, plusieurs autres entreprises ont connu le même sort. À travers l'Argentine, c'est plus de 160 entreprises qui ont été récupérées par les travailleurs, principalement dans le domaine de la métallurgie et de l'industrie lourde, mais également dans le secteur agroalimentaire et celui des services. En 2009, environ 10 000 travailleurs sont membres d'usines autogérées.

Références

- Bouchard, Sylvain, « Argentine : la récupération d'entreprises par leurs salariés comme alternative au chômage » (2011) En ligne. www.autogestion.coop/spip.php?article106 (page consultée le 24 août 2011).
- Cibien, Laurent, Alain Guillon & Claude Clorennec, « Argentine : les usines sans patron » (2009) En ligne. www.arte.tv/fr/Videos-sur-ARTE-TV/2151166,CmC=2673614.html (page consultée le 24 août 2011).
- Elie Morin, Marie-Claude, «Ces usines qui tournent sans patron » (2009) En ligne. www.courrierinternational.com/article/2009/01/29/ces-usines-qui-tournent-sans-patron (page consultée le 24 août 2011).
- Wikipédia, « FaSinPat » (2011) En ligne. http://fr.wikipedia.org/wiki/FaSinPat (page consultée le 8 septembre 2011).

33. États-Unis • Evergreen Cooperatives

Lieu : Cleveland
Lancement du projet : 2005
Coopératives de travail

Les coopératives Evergreen appartiennent aux employés, qui peuvent gagner un salaire décent, accumuler des actifs, et devenir eux-mêmes investisseurs. En plus de fournir le financement à des initiatives qui n'ont pas toujours accès au système bancaire traditionnel, l'organisation offre de l'assistance technique aux entrepreneurs pour améliorer la rentabilité de leurs entreprises.

Les coopératives Evergreen sont situées dans la ville de Cleveland, plus précisément dans une zone appelée « Greater University Circle » de Cleveland » et qui regroupe de nombreuses institutions parmi les plus prestigieuses. Cette zone regroupe plus de 50 000 emplois et est considérée comme le moteur économique du nord-est de l'état du Ohio. Cependant, ce complexe évalué à plusieurs milliards de $ a pour voisinage immédiat les quartiers les plus défavorisés de Cleveland. En 2005, la Fondation Cleveland a servi de catalyseur en réunissant une coalition des principales organisations communautaires de la ville avec les responsables des institutions présentes dans le cercle universitaire. Le but était de mettre sur pied une initiative visant à revitaliser les quartiers environnants et à offrir du travail à une population ne bénéficiant pas des retombées économiques du « cercle ».

L'organisation s'inspire du modèle basque de Mondragón, c'est-à-dire qu'il finance et supervise la création de coopératives dans l'objectif d'un développement économique durable et en harmonie avec la communauté. Les projets sont multiples et doivent respecter les valeurs d'*Evergreen Cooperative*, c'est-à-dire de créer des emplois au sein de coopératives qui soient durables, vertes, et gérées de façon démocratique. *Evergreen Cooperative* vise la mise sur pied d'une dizaine de coopératives de travailleurs d'ici 2025 et la création d'au moins 5 000 emplois bien rémunérés.

En 2009, l'*Evergreen Cooperative Laundry* voyait le jour. Il s'agit de la première buanderie verte à l'échelle industrielle dans la région. Outre qu'ils sont les propriétaires de leur entreprise, les 50 employés qui y travaillent gagnent un salaire supérieur à celui offert dans les autres buanderies, et ils ont accès à plus d'avantages sociaux. Lancée en même temps, *l'Ohio Cooperative Solar* est une coopérative qui vise à installer des panneaux solaires sur les plus gros bâtiments publics ou appartenant à des entreprises d'économie sociale. À terme, 75 emplois auront été créés. *Neighborhood Voice* est la troisième coopérative à voir le jour. Opéré par des étudiants, il s'agit d'un journal communautaire qui agit comme outil de communication pour les 143 000 citoyens des quartiers environnants et employés du cercle universitaire. Enfin, *Green City Growers* verra bientôt le jour. Il s'agit d'une serre hydroponique d'une superficie de 10 acres en plein centre de Cleveland et offrira du travail à 45 personnes.

Références

- Ted Howard, Lillian Kuri and Idia Pierce Lee. The Cleveland Fondation. The Evergreen Cooperative Initiative of Cleveland, Ohio. White Paper presented for the Neighborhood Funders Group Annual Conference. Minneanapolis, MN, september 29 – Ocotober 1, 2010 (http://www.community-wealth.org/_pdfs/news/recent-articles/10-10/paper-howard-et-al.pdf)
- www.enterprisecleveland.org
- www.evergreencoop.com/

34.Ghana • Kuapa Kokoo

Lieu : Ghana
Lancement du projet : 1993
Coopérative
Nombre de membres : 50 000

La coopérative de Kuapa Kokoo a rapidement pris de l'importance et, aujourd'hui, 27 % de la production ghanéenne de cacao est vendue au marché équitable. Elle cherche aussi à améliorer la condition sociale, économique et politique de ses membres. Kuapa Kokoo met de l'avant des valeurs de transparence, de démocratie, d'équité, de protection de l'environnement et d'engagement communautaire. Ses objectifs sont également de donner le pouvoir aux agriculteurs, et notamment aux femmes, de participer au processus de décision.

La coopérative a vu le jour en 1993, au Ghana, grâce à l'assistance de Twin, une coopérative de commerce équitable basée au Royaume-Uni. Kuapa Kokoo compte aujourd'hui près de 50 000 membres. L'organisation achète le cacao aux petits producteurs et le commercialise en respectant les valeurs et standards du commerce équitable. Cela signifie que plusieurs conditions doivent être respectées. Tout d'abord, le prix d'achat minimum est déterminé avec les producteurs et une prime doit être ajoutée pour des projets de développement économique, social ou environnemental dans la communauté. Ensuite, l'organisation doit donner l'accès au crédit aux producteurs qui en ont besoin et encourager les partenariats entre les différents partenaires commerciaux. Finalement, elle doit établir des critères pour s'assurer que les conditions des travailleurs à tous les niveaux de la production soient justes et responsable envers l'environnement.

Le groupe Kuapa regroupe des familles productrices de cacao qui sont en majorité situées dans les régions éloignées et défavorisées du pays. Avec le profit fait sur les ventes, la coopérative développe des projets qui visent le bien-être de toute la communauté, et pas seulement de ses membres. Entre autres, la coopérative a installé des pompes pour que les villageois aient accès à l'eau potable, des installations sanitaires, a fait construire des cliniques, des garderies, des écoles, et fournit un accès internet aux élèves.

Kuapa Kokoo comprend plusieurs autres composantes, comme un syndicat de travailleurs qui encourage la participation des femmes et la protection de l'environnement, une association de crédit, qui offre des prêts à ses membres, en général pour qu'ils puissent investir dans leur ferme et améliorer leur production, ainsi qu'une chocolaterie située au Royaume-Uni.

Références
- www.kuapakokoo.com
- www.fairtrade.org.uk/producers/cacao/kuapa_kokoo_union.aspx
- www.twin.org.uk

35. Inde • SEWA

Lieu : Inde
Lancement du projet : 1971
Type d'organisation : Coopérative syndicale
Nombre de membres : 1 256 000

SEWA est un acronyme qui signifie *Self Employed Women Association*. Il s'agit d'une coopérative et d'un mouvement à la fois féministe et syndical, qui offrent une multitude de services aux femmes travailleuses autonomes en situation économique précaire.

SEWA a commencé ses activités en 1971, à l'initiative d'un groupe de femmes travaillant dans l'industrie du textile. La grande majorité des femmes indiennes travaille dans le secteur informel et n'a pas accès à la sécurité sociale, ni même à la reconnaissance du travail effectué. Le groupe a réussi à se faire officiellement reconnaître comme un syndicat en 1972, ce qui était plutôt inusité pour une association de travailleurs autonomes à cette époque. Aujourd'hui, SEWA représente plus de 1, 256 000 femmes qui travaillent dans des domaines variés, que ce soit l'agriculture, le travail manuel, l'artisanat, la vente ou les services. Géographiquement, les membres sont réparties partout dans le pays, autant en ville qu'en région rurale.

Les membres de SEWA sont vulnérables et pour la plupart analphabètes. En réponse à l'immense précarité dans laquelle se retrouvent ces femmes, SEWA travaille à leur donner une sécurité au niveau du travail, du revenu, de la nourriture, de la santé et du logement. Ses deux principaux objectifs sont le plein emploi et l'autonomie financière des membres. La gestion de la coopérative indienne se fait de manière démocratique, chaque groupe de 100 membres doit élire une représentante pour siéger à un Conseil (Pratinidhi Mandal). Chaque Conseil participe ensuite à l'élection des membres du Comité exécutif.

Pour ses principes de non-violence et de volonté d'inclusion de femmes de toutes les origines ethniques et de toutes les appartenances religieuses, la fondatrice de SEWA, Ela Bhatt a reçu en 2011 le prestigieux prix Niwano

Parmi les services offerts par SEWA, on trouve des coopératives qui offrent des services d'épargne et de crédit, l'accès aux soins de santé, aux garderies, à une couverture d'assurance, à de l'aide légale et plus encore. Chacun de ses projets crée de l'emploi pour les femmes et est économiquement viable. Le modèle de SEWA a fait ses preuves et est reconnu internationalement. Des initiatives semblables ont vu le jour à l'étranger, notamment en Turquie, avec le support et les conseils des membres de l'organisation indienne.

Référence

- www.sewa.org

36. France/Québec • AI2L (Association internationale du logiciel libre)

Lieu : France et Québec
Lancement du projet : 2008
Type d'organisation : Association internationale et chaire de recherche

Lors des Rencontres du Mont Blanc de 2008, plusieurs organisations françaises et québécoises s'allient pour former AI2L, une organisation qui allie la technologie du logiciel libre et les valeurs de l'économie sociale et solidaire. Cette technologie s'oppose au logiciel propriétaire et permet à tous de lire le code source, de l'utiliser et de le modifier.

Selon AI2L, l'économie sociale et la technologie du logiciel libre partagent plusieurs valeurs primordiales, c'est-à-dire le principe démocratique, la liberté de participation, le partage de la connaissance, ainsi que la redistribution du capital. Les entreprises d'économie sociale et solidaire dépendent de plus en plus des technologies et logiciels informatiques propriétaires, que ce soit pour conserver des archives, ou pour offrir des services en ligne à leurs membres. Cette dépendance est dangereuse à long terme, non seulement parce que les organismes dépendent des logiciels propriétaires et des actualisations qui en sont faites, mais également parce que les données accumulées peuvent devenir incompatibles si l'éditeur décide d'arrêter l'exploitation du logiciel en question.

Les membres fondateurs d'AI2L financent une Chaire du logiciel libre, basée à l'Université du Québec à Montréal, qui s'occupe de la création du code, de son évolution, et de l'animation de la communauté d'informaticiens. Trois projets sont présentement en cours, une forge des logiciels libres de l'économie sociale et solidaire, la création de logiciels pour les institutions financières solidaires, et une mission de veille sur les logiciels libres disponibles.

Les membres fondateurs d'AI2L

-La Caisse d'économie solidaire (Québec)
- Le Crédit Coopératif (France)
-Le Groupe Chèque Déjeuner (France)
- Filaction (Québec)
- Fondaction CSN (Québec)
- La Macif (France)

Forge

« Une **forge** est le lieu virtuel sur lequel les informaticiens peuvent travailler ensemble à l'élaboration du code de différents logiciels. (…) C'est également un lieu de rencontres. Rencontres entre différents projets de logiciels; rencontre entre les utilisateurs et les concepteurs des logiciels; rencontre entre des organisations qui ont des besoins logiciels et des organisations ou des communautés qui ont une capacité de développement de logiciels. »

http://ai2l.org/drupal/?q=node/30

Référence

- www.ai2l.org

37. États-Unis • Wikipedia

Lieu : États-Unis
Lancement du projet : 2001
Type d'organisation : Organisme à but non lucratif
Nombre de participants enregistrés : Plus de 15 millions

Wikipedia est une encyclopédie en ligne, gratuite, écrite et révisée par ses utilisateurs, sans aucune discrimination. On y retrouve des articles en 270 langues, et des centaines de milliers d'internautes visitent le site chaque jour.

Au début des années 2000, l'idée d'une encyclopédie gratuite en ligne fait surface sous le nom de Nupedia. Ce projet reposait sur des contributeurs volontaires très qualifiés, mais le processus d'écriture et de révision était extrêmement lent. En 2001, Larry Sanger et Jimmy Wales décident d'utiliser la méthode du « wiki » pour alimenter l'écriture de l'encyclopédie, c'est-à-dire un site web qui peut être modifié par tous les utilisateurs. Wikipedia est ainsi lancé et reproduit dans plusieurs langues. Aujourd'hui, on y retrouve plus de 19 millions d'articles et le site fait partie des 10 plus populaires sur le web.

> **Wiki**
>
> « Le mot « wiki » signifie « rapide » en hawaïen. (…) Un wiki est un site web dont les pages sont modifiables par les visiteurs afin de permettre l'écriture et l'illustration collaboratives des documents numériques qu'il contient. »
>
> http://fr.wikipedia.org/wiki/Wiki

Depuis 2002, le site de Wikipedia est enregistré avec la terminaison « .org », destiné aux organisations. Le fondateur Jimmy Wales annonce que l'encyclopédie ne vendra pas d'espaces publicitaires, conformément à la politique d'en faire un outil au point de vue neutre. Les articles sont écrits par des collaborateurs anonymes et volontaires, le contenu est gratuit et tous peuvent y participer. Plusieurs projets se sont aussi développés à partir de Wikipedia, dont le dictionnaire Wiktionnary, le Wikibooks, le Wikinews, etc.

Pour financer ses activités, la Wikimedia Fondation, l'organisme à but non lucratif qui héberge Wikipedia et les projets connexes, organise une collecte de fonds. En 2011, elle a permis de ramasser 16 millions de dollars. La fondation a comme objectif de développer des projets de savoir libre et d'en faire profiter le public gratuitement. Elle fonctionne en majeure partie grâce aux dons d'entreprises ou de particuliers.

Référence

- http://en.wikipedia.org/wiki/Wikipedia:About

38. Amérique Centrale • AQ'AB'AL', Entreprise Centroaméricaine de l'Economie Sociale et Solidaire pour le Développement Intégral

Lieu : Amérique Centrale
Lancement du projet : 2010
Coopératives agricoles
Nombre de membres : 6 organisations de l'Économie Sociale et Solidaire,
Représentant plus de 50 000 producteurs agroindustriels

Initiatives d'entrepreneuriat innovante par sa dimension régionale et par le type d'organisations qui y sont réunies, toutes des organisations appartenant à l'économie sociale et solidaire, AQ'AB'AL' est une concrétisation d'un engagement né dans le cadre des Rencontres du Mont-Blanc.

Suite à cet engagement, des organisations de l´économie sociale et solidaire d'Amérique Centrale, avaient organisé, fin 2008, la première Rencontre Régionale de l´Économie Sociale et Solidaire, au cours de laquelle a été définie un agenda d´intégration régionale qui allait permettre de fortifier les capacités de gestion des entreprises, avec une vision de responsabilité environnementale, l'objectif de fortifier de façon intégrale les talents humains des organisations et de créer des outils de financement solidaires pour les divers projets de l´économie sociale et solidaire, de sorte qu'ils puissent à leur tour, impulser encore d´autres projets et organisations du secteur.

Ainsi est né AQ'AB'AL sous l'impulsion de six organisations : la Coopérative Agroindustrielle Union de Quatre Pins (Guatemala), le Réseau COMAL (Honduras), Coopeagri, Consumo y Comunicación Alternativa-COKOMAL-, CONEXO Soluciones Empresariales et el Consorcio CONGES (Costa Rica).

Cet ensemble d´organisations représentent un total de plus de 50 000 producteurs et productrices dans des secteurs d'activité majoritairement agroindustriels mais aussi dans des services divers tels que la commercialisation solidaire, la communication, la formation et l´accompagnement en gestion, ce qui permettra des enchaînements entre elles et autres organisations de la région.

L'objectif d'**AQ'AB'AL'** est de devenir le moteur de nouveaux projets associatifs de l´économie sociale et solidaire, en cherchant notamment à développer et consolider des alliances, au sein de chaque pays, au niveau régional et internationale avec des organisations partageant les valeurs et principes de l´économie sociale et solidaire. Ceci, au service d'un objectif : favoriser le développement des personnes au niveau social, économique et culturel dans le cadre d'un travail digne au sein d'un environnement de mieux en mieux préservé.

Références

39. Monde • Global 300 – Alliance Coopérative Internationale (ACI)

Welcome to the Global 300 and Developing 300 database. The goal of this website is to share data about co-operatives and the co-operative movement as well as allow for people to edit and input data worldwide. To begin your journey, you can search for organizations using a number of criteria below, display the entire Global 300 or Developing 300 database, or also view reports that have been automatically created such as the top co-operatives in the Global 300 and Developing 300.

- To search for organizations, go to the search page
- To view all co-operatives in the Global 300 and Developing 300 database, go to the Display Table page
- To view pre-formatted reports, go to "reports" above

Global 300:	Developing 300:
• In 2008, co-operatives were responsible for an aggregate turnover of 1.1 trillion USD. • This is the size of the 10th economy of the world and is nearly the size of the Spanish economy • Co-operatives are growing! There is 14% growth in turnover of the Global 300 List from 2007 to 2008	• Co-operatives are major players in the national economies of developing countries • Co-operatives play an important role in poverty reduction and job creation

40. Europe • Euresa

Lieu : Europe
Lancement du projet : 1992
Type d'organisations : GEIE, Holding et Association
Nombre de membres : 14 mutuelles et coopératives d'assurance, représentant 27 millions d'assurés, environ 40 000 employés, un chiffre d'affaires cumulé supérieur à 24 milliards d'€.

Euresa constitue une structure originale de coopération et de mutualisation entre des assureurs européens appartenant à l'Économie Sociale.

Né au début des années 1990 de la volonté des membres fondateurs d'inscrire progressivement leurs sociétés dans un réseau européen, leur permettant de renforcer leur positionnement sur leurs marchés respectifs, tout en étant soucieux de préserver leurs différences et leurs spécificités d'entreprises mutualistes et coopératives, l'ensemble Euresa compte aujourd'hui quatorze membres, dans dix pays de l'Union Européenne, ainsi qu'au Maroc :

Atlantis (Espagne), DEVK Versicherungen (Allemagne), Lagun Aro (Espagne), LB Group (Danemark), Macif (France), Maif (France), Mamda-MCMA (Maroc), Matmut (France), P&V (Belgique et Luxembourg), Macif Portugal (Portugal), Syneteristiki (Grèce), Tüw Tüw (Pologne), Unipol Gruppo Finanziario (Italie) ainsi que Inter Mutuelles Assistance (France).

L'ensemble EURESA est aujourd'hui constitué de trois structures distinctes, poursuivant chacune des objectifs spécifiques :

- **Euresa GEIE** (Groupement Européen d'Intérêt Economique),créé dès 1990, pour soutenir les coopérations concrètes entre les membres à travers des échanges techniques, le partage de savoir-faire et la mise en commun de ressources et le développement de projets communs;
- **Euresa Holding** (Société Anonyme de droit Luxembourgeois), également créé dès l'origine, pour investir collectivement et soutenir la création de sociétés « sœurs » dans d'autres pays ;
- **Euresa Institut**, association de droit français (loi 1901) créée en 2005, outil de réflexion et de formation dans le champ sociétal, en particulier celui de la protection sociale.

Quels que soient leurs statuts (mutualistes, coopératifs ou assimilées), les membres d'Euresa se caractérisent par la mise en application de principes communs, formalisés dans un document intitulé « Nos valeurs nous engagent » : primauté de la personne ; liberté d'adhésion individuelle et collective ; participation des assurés et des parties prenantes à la vie de l'entreprise ; solidarité entre les assurés ; juste répartition des excédents ; satisfaction des besoins réels des assurés.



Référence

- www.euresa.org